Marxisme ou empirisme statistique ?
Monsieur C.Mcl bouleverse la science

Dans le dernier numéro de *Controverses*, le camarade C.Mcl a décidé de partir en guerre contre la gauche italienne (Parti communiste international, Tendance communiste internationale, etc.). Les terrains qu'il a choisi pour cet affrontement sont de deux ordres : la question de la guerre dans le marxisme ; la question de la décadence. Dans la mesure où cette lutte se présente faussement comme un « retour à Marx », il m'a semblé nécessaire de proposer une critique précise des arguments exposés dans le numéro. À la lecture de ce courrier, le lecteur constatera que, loin d'adopter une approche marxiste orthodoxe prétendument dévoyée par la gauche italienne « révisionniste » (*sic*), C.Mcl ne fait que se placer au niveau du plus plat empirisme, la vérité des chiffres se substituant à la limpide analyse marxiste.

La guerre et les « classiques » du marxisme

Le premier article nécessitant une réponse véritablement marxiste est celui intitulé « Marxisme et guerres ». Il prétend faire l'historique des positions « classiques » sur la guerre. Travail louable mais qui se doit de procéder avec méthode. Or, la méthode manque totalement ici. Les citations sont présentées sans aucune contextualisation, au point même même de leur faire dire ce qu'elles ne disent aucunement. Pire, lorsque les citations vont dans notre sens, elles sont présentées de telle sorte qu'elles font croire au lecteur inattentif qu'elles nous réfutent. Reprenons donc le travail ébauché dans l'article, mais avec une méthode plus rigoureuse.

C.Mcl commence par s'appuyer sur Marx et Engels. C'est en effet un point de départ indispensable. On y apprend que Marx et Engels n'associent jamais la guerre à la dévalorisation du capital. C'est exact. Mais la raison est d'une simplicité extrême. Elle nous est d'ailleurs donnée par Rosa Luxemburg dans le texte évoqué à la suite de l'article. Citons son analyse : « ***Aujourd'hui*** *la guerre ne fonctionne plus comme une méthode dynamique susceptible de procurer au jeune capitalisme naissant les conditions politiques indispensables de son épanouissement « national ». […] C'est pourquoi on assiste à* ***un changement complet dans le caractère de la guerre elle-même et de ses effets***. » (Rosa Luxemburg, *La crise de la social-démocratie*, 1915). La première guerre mondiale est la première manifestation d'un changement **de nature** dans le rôle des guerres au sein du capitalisme : elle marque l'entrée dans l'ère des **guerres impérialistes**. Tous les contemporains en ont convenu. Seul le camarade C.Mcl s'évertue à prétendre le contraire. Dès lors, se contenter d'affirmer que Marx n'associe pas les guerres **progressistes** au processus de dévalorisation du capital n'apporte absolument rien à l'argumentation et ne saurait apparaître comme une preuve irréfutable. Quant à la tentative de susciter une opposition entre nous et Engels, elle est ridicule. Lorsque celui-ci affirme que « s*i la guerre éclate malgré tout, une seule chose est certaine : cette guerre où quinze à vingt millions d'hommes armés s'entr'égorgeraient en* ***dévastant l'Europe entière comme jamais auparavant*** *– cette guerre doit ou bien provoquer à l'instant même la victoire du socialisme ou bien bouleverser à tel point l'ancien ordre des choses et laisser derrière elle un tel* ***amoncellement de ruines*** *que l'ancienne société capitaliste paraîtra alors plus absurde que jamais* » (Friedrich Engels, *Sozialismus in Deutschland*, 1891-1892), cela ne vient en aucun cas s'opposer à notre analyse. Nous admettons sans difficulté que la guerre est effectivement un processus destructeur à une échelle encore insoupçonnée. C'est d'ailleurs précisément pour cette raison que tout un champ d'investissements inégalés s'offre à la bourgeoisie. Comme l'affirme Bordiga, « ***Pour exploiter du travail vivant, le capital doit anéantir du travail mort encore utile***. *Aimant sucer du sang chaud et jeune, il tue les cadavres*. » (Amadeo Bordiga, « Homicide des morts », *Battaglia Comunista*, 19/12/1951) La ruine est un préalable indispensable à l'exploitation renforcée du capital variable. Dès lors, affirmer que puisque la guerre détruit, elle ne peut pas en même temps être bénéfique au capitalisme ne fait que prouver l'incompréhension de notre thèse, pourtant présente chez Marx, que c'est par la destruction/dévalorisation du capital que celui-ci peut

rétablir sa rentabilité par une exploitation renforcée du capital variable. Quant à l'affirmation d'Engels selon laquelle « *l'ancienne société capitaliste paraîtra plus absurde que jamais* », nous la faisons nôtre. Il ne fait pas le moindre doute qu'un mode de production qui, par la logique même de son fonctionnement, a besoin de détruire pour subsister, est un mode de production absurde que le prolétariat devra nécessairement envoyer *ad patres* s'il veut survivre.

Ainsi, ces citations ne prouvent rien, sinon que Marx et Engels analysaient les guerres de leur époque en fonction de la nature qu'elles avaient à leur époque et pas selon la nature qu'elles auront à une époque postérieure. Nous remercions le camarade C.Mcl pour cette tautologie, il semblerait qu'elle nous avait échappée. Par contre, ce qu'il aurait été pertinent d'aborder c'est l'analyse de Marx du rôle de la dévalorisation du capital dans la dynamique du capitalisme, rôle qu'il restreint **pour son époque**, à la crise économique. Voici ce qu'il en dit dans le *Manifeste* : « *Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein. Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté,* ***en détruisant par la violence une masse de forces productives****; de l'autre, en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens.* » (Karl Marx et Friedrich Engels, *Le manifeste du parti communiste*, 1848). À partir du moment où la nécessité de la destruction « violente » des forces productives est inscrite dans le fonctionnement même du capitalisme, il ne suffit plus que de démontrer la pertinence d'une analogie entre le rôle de la crise économique et le rôle de la guerre mondiale, caractéristique de l'entrée dans une phase nouvelle du capitalisme.

C'est ce que fait, malgré lui, le camarade C.Mcl avec la référence à Nikolaï Boukharine et à son ouvrage majeur *L'économie mondiale et l'impérialisme*. Voici ce que dit Boukharine des liens entre crise et guerre : « *Entraînant la* ***dilapidation barbare des forces productives****, la* ***destruction des moyens matériels de production et de la main-d'œuvre humaine****, saignant à blanc l'économie par des dépenses phénoménales, funestes au point de vue social, la guerre,* ***telle une crise gigantesque****, a en outre* ***aggravé les tendances fondamentales du développement capitaliste****, en accélérant à un degré inouï, le développement des éléments financiers capitalistes et la centralisation du capital à l'échelle mondiale.* » (Nikolaï Boukharine, *L'économie mondiale et l'impérialisme*, 1915). On voit ici que la guerre est assimilable à la crise tant par son rôle de destructeur des forces productives et du capital, que par son rôle d'accélérateur des dynamiques propres au capitalisme, en l'occurrence ici la centralisation et la financiarisation du capital. Loin de s'opposer à notre perspective, comme tente de le faire croire C.Mcl, elle ne fait que la confirmer. La preuve est présente quelques paragraphes plus loin lorsque Boukharine nous dit que « ***par son influence économique, la guerre rappelle****, sous bien des rapports,* ***les crises industrielles****,* ***dont elle se distingue, cela va de soi, par une plus grande intensité de bouleversements et de ravages****. Économiquement, ces ravages atteignent avant tout les couches moyennes de la bourgeoisie qui, dans ces conditions, de même que dans les périodes de crises industrielles, succombent beaucoup plus vite. Quand* ***des marchés disparaissent, quand des branches entières de production périssent, quand des liens, solides jusqu'ici, se déchirent****, quand tout le système de crédit est bouleversé, etc., ce sont les couches moyennes de la bourgeoisie qui sont le plus frappées (il va de soi que nous ne parlons pas des travailleurs), ce sont elles qui, au premier chef, sont atteintes par la faillite. Par contre, la* ***grande industrie « cartellisée » est loin d'être mal en point****. On pourrait recueillir quantité de chiffres illustrant* ***l'augmentation du profit*** *(bénéfices de guerre) d'un grand nombre d'entreprises, notamment des entreprises touchant aux fournitures de l'armée, c'est-à-dire en premier lieu de la* ***grosse industrie****. Bien que la somme de plus-value produite n'accuse pas d'augmentation (elle est en diminution par suite de l'appel d'un nombre formidable de travailleurs sous les drapeaux),* ***les profits des grands groupes bourgeois sont en hausse****. Cet excédent de profit est obtenu, en grande partie, aux dépens des autres groupes, moins forts et non « cartellisés », de la bourgeoisie. (La hausse des profits s'explique également par* ***l'accroissement des titres de valeurs qui correspondent à des besoins futurs****.)* ***Le formidable gaspillage de forces productives, l'engloutissement du capital de fonds de la société entraîneront fatalement un déplacement***

accéléré et un développement relatif des grandes catégories bourgeoises ». Et, un peu plus loin : « *Cette tendance ne prendra pas fin avec la guerre. Si, au cours de la guerre, la grande bourgeoisie défend et affermit ses positions, il est certain* ***qu'après la guerre les immenses besoins de capital favoriseront le développement des grandes banques et, partant, la centralisation et la concentration accélérées du capital****. Ce sera le début d'une* ***période de traitement fébrile des blessures de la guerre : restauration des chemins de fer, des fabriques et usines, des machines, du matériel roulant, détruits ou usés et, ce qui ne sera certainement pas à la dernière place — réparation et développement de l'appareil militaire national. Tout cela accroîtra dans une vaste mesure la demande de capital et renforcera la position des consortiums bancaires*** ». (*idem*). Tout commentaire se révélerait superflu : la perspective de Boukharine et la perspective de la gauche italienne concordent en tous points et seule la fameuse méthode des « ciseaux et du pot à colle » moquée par Franz Mehring[1], peut faire croire l'inverse au lecteur inattentif.

Passons à la citation de Lénine mais sans nous appesantir, tellement la méthode de C.Mcl est ridicule. Il nous attribue la théorie de l'ultra-impérialisme de Kautsky, dénoncée à raison par Lénine, selon laquelle à l'issue de la guerre, la centralisation du capital aboutirait à une entente entre les cartels qui viendrait neutraliser les relations antagoniques entre les États, inaugurant une ère de relations internationales pacifiques dans le cadre du mode de production capitaliste. Cette citation, limpide, est pourtant utilisée pour faire dire à Lénine complètement autre chose, à savoir que la guerre ne serait pas bénéfique au capitalisme. Or, s'il est une chose de dire que la guerre initie un nouveau cycle d'accumulation, c'en est une autre que de dire, comme le fait Kautsky, que la guerre inaugure une nouvelle ère de paix, et seule la pire des mauvaises fois peut tirer un trait d'égalité entre les deux perspectives. Si nous avons jugé bon de consacrer quelques lignes à cet argument, qui n'en méritait pas tant, c'est pour donner au lecteur un aperçu de la méthode douteuse consistant à extrapoler des citations pour leur faire dire quelque chose qui n'a rien à voir, de près ou de loin, avec son contenu réel (méthode qui nous est pourtant reprochée dans le reste du numéro …)

Là où C.Mcl a **partiellement** raison, c'est quand il nous oppose des citations de Rosa Luxemburg, du Boukharine de 1924 et de l'Internationale communiste. Effectivement, dans chacune de ces citations, l'accent est mis sur le caractère destructeur et ruineux de la guerre, rendant illusoire toute perspective d'un redressement du capitalisme. Il serait prétentieux (et nous laissons la prétention au camarade C.Mcl) de profiter du recul que nous offre l'histoire pour morigéner nos illustres prédécesseurs qui, confrontés au premier épisode de destruction inégalée des forces productives, ont cru voir dans cette guerre l'entrée du capitalisme dans sa crise mortelle. Toutes les perspectives de la gauche marxiste à partir de 1914 et jusqu'à l'immédiat après-deuxième guerre mondiale reposaient sur la thèse selon laquelle le capitalisme avait atteint son terme et qu'il ne pourrait plus renaître de ses cendres. Que ce soit Rosa Luxemburg qui affirme au début de sa Brochure de Junius que « l*e triomphe de l'impérialisme aboutit à* ***l'anéantissement de la civilisation*** - *sporadiquement pendant la durée d'une guerre moderne et* ***définitivement si la période des guerres mondiales qui débute maintenant devait se poursuivre sans entraves jusque dans ses dernières conséquences****. C'est exactement ce que Friedrich Engels avait prédit, une génération avant nous, voici quarante ans. Nous sommes placés aujourd'hui devant ce choix : ou bien triomphe de l'impérialisme et décadence de toute civilisation, avec pour conséquences, comme dans la Rome antique,* ***le***

1 *Arrêtons-nous un instant à cette méthode de la citation. Elle exige un tas de livres, une paire de ciseaux, un panier à papier, un pot à colle, puis enfin une plume. Veut-on dépeindre une période historique déterminée? On se procure une certaine quantité d'ouvrages contemporains, une centaine ou une douzaine, c'est selon. […] Puis on lit ces livres, les ciseaux à la main. On découpe ce qui paraît à peu près plausible et on jette le reste au panier. Puis on colle les extraits et on les relie par des considérations ingénieuses […] Enfin, et ce n'est pas l'opération la moins utile, il sied de se montrer surpris, étonné, stupéfait des trouvailles faites par les ciseaux. On assaisonne largement le plat d'une poignée de « Ah! », « Chose curieuse ! », « Hélas ! », et il est prêt à être servi. Cette méthode historique a des avantages nombreux et variés. Grâce à elle, on peut démontrer tout ce que l'on veut, prouver toute hypothèse historique, si absurde soit-elle.* (Franz Mehring, « Jaurès historien », *Le mouvement socialiste*, mai 1903, pp. 43-62)

dépeuplement, la désolation, la dégénérescence, un grand cimetière *; ou bien victoire du socialisme, c'est-à-dire de la lutte consciente du prolétariat international contre l'impérialisme et contre sa méthode d'action : la guerre.* » (Rosa Luxemburg, *La crise de la social-démocratie, op. cit.*) ; que ce soit l'Internationale communiste qui affirme « *De la sorte, la crise de l'année 1920, et c'est là l'essentiel pour la compréhension de la situation mondiale, n'est* ***pas une étape du cycle 'normal', industriel****, mais une réaction plus profonde contre la prospérité fictive du temps de guerre et des deux années suivantes, prospérité basée sur la destruction et l'épuisement […] Pendant les sept dernières années, par contre, les forces productrices de l'Europe, loin de s'élever, tombèrent brutalement. […] …l'Europe devra pendant les quelques années à venir restreindre et diminuer.* ***La courbe des forces productrices tombera de sa hauteur fictive actuelle****. Des* ***périodes de prospérité*** *ne peuvent avoir dans ce cas qu'une* ***courte durée*** *et surtout un caractère de spéculation.* » (Thèses sur la situation mondiale et la tâche de l'IC, Troisième congrès de l'Internationale communiste, 1921) ; que ce soit Boukharine qui nie en 1924 toute perspective de reprise durable du capitalisme, toutes ces analyses sont fondées sur la certitude que le capitalisme vit ses derniers instants.

Enfin, il nous reste Pannekoek. Certes, comme le montre C.Mcl, Pannekoek associe guerre et ruines. Qui parmi nous rejette cette idée ? Mais ce que ne fait pas Pannekoek contrairement à Boukharine et Luxemburg dans les citations précédentes, c'est d'affirmer que toute renaissance du capitalisme est par principe impossible. Pannekoek a toujours rejeté l'idée d'une crise finale. Quand il mentionne les ruines et les destructions, c'est toujours par rapport au prolétariat. Ainsi, dans sa célèbre critique de la crise finale, en 1934, il écrit ceci : « *Le mouvement ouvrier n'a pas à attendre une catastrophe finale, mais beaucoup de catastrophes, des catastrophes politiques – comme les* ***guerres*** *– et économiques – comme les crises qui se déclenchent périodiquement, tantôt régulièrement, tantôt irrégulièrement, mais qui dans l'ensemble, avec l'extension croissante du capitalisme, deviennent* ***de plus en plus dévastatrices****. Cela ne cessera de provoquer* ***l'écroulement des illusions et des tendances du prolétariat à la tranquillité****, et l'éclatement de luttes de classe de plus en plus dures et de plus en plus profondes.* » (Anton Pannekoek, « La théorie de l'écroulement du capitalisme », *Rätekorrespondenz* n° 1, 1934.*)* Pour ceux qui ne se contenteraient pas de la présente citation, voyons ce que dit Pannekoek de la crise de 1929 : « *Cela apparaît comme une contradiction que la crise actuelle –* ***plus profonde et plus dévastatrice qu'aucune auparavant*** *– ne laisse rien entrevoir de l'éveil d'une révolution prolétarienne […] La* ***crise présente peut bien se résorber****, de nouvelles crises viendront et de nouvelles luttes.* » (*ibid.*) Comme on le constate, il y a une différence fondamentale entre l'analyse de Pannekoek et les analyses précédentes : chez lui, on ne retrouve jamais l'idée que les destructions condamnent le capitalisme à une barbarie sans fin. Au contraire, ce n'est qu'une étape dans la vie du capitalisme. Si le prolétariat n'en profite pas pour renverser le capitalisme, celui-ci continue sa route. Le camarade C.Mcl aura beau nous rétorquer que jamais Pannekoek ne parle de guerre et reconstruction, ce qui est formellement vrai, il n'en demeure pas moins que le raisonnement de Pannekoek sur la crise profondément destructrice mais qui n'est qu'une phase dans un cycle d'accumulation est identique à celui de la gauche italienne sur la guerre. Pour lui, comme pour nous, les destructions, loin de mettre en danger la vie du capitalisme, la prolongent.

Ainsi, dans la gauche communiste de l'époque, seuls Pannekoek et Bordiga surent garder la tête froide et prévenir, à la suite de Lénine, qu'il n'y aucune situation sans issue pour le capitalisme. Ce qui était encore une perspective marginale dans les années 1930 à 1950 est désormais un acquis de la gauche communiste, raison pour laquelle de nombreux groupes s'y rallient petit à petit. Il est donc vain de chercher dans la gauche marxiste pré-1950 des affirmations similaires aux nôtres, marquées qu'elles étaient par la perspective de la crise finale. Ce qu'il faut démontrer, c'est 1° théoriquement, que le marxisme nie la possibilité d'une prospérité nouvelle du capital à la suite de la destruction des forces productives (nous avons montré que cette perspective est présente chez

Marx) ; 2° empiriquement, que la réalité économique postérieure aux deux conflits mondiaux infirme cette analyse.

Oui, la guerre est un « bain de jouvence » pour le capitalisme !

Un rappel sur le taux de profit

Si le camarade C.Mcl, empêtré qu'il est dans l'empirisme, n'a même pas jugé bon de se préoccuper de la dimension théorique du lien entre crise, guerre et reconstruction, alors qu'elle est pour nous fondamentale, il cherche à l'infirmer empiriquement dans un second article intitulé « Guerres et Capitalisme ».

Avant de nous intéresser aux chiffres, rétablissons le lien entre baisse tendancielle du taux de profit, crises et guerres dans le marxisme. Chez Marx, la baisse tendancielle du taux de profit agit comme un **aiguillon** de la production capitaliste. Comme il le dit dans le *Capital*, « *Le taux du profit est la* ***force motrice*** *de la production capitaliste, et, en nature comme en quantité,* ***l'on ne produit qu'en fonction du profit****. C'est pourquoi les économistes bourgeois anglais redoutent tellement la diminution du taux du profit. Le développement des forces productives du travail social constitue la mission historique et la légitimité du capital. C'est justement ainsi qu'inconsciemment, celui-ci crée les conditions matérielles d'un mode de production supérieur. Ce qui inquiète ces auteurs, c'est que le taux du profit en* ***stimulant de la production capitaliste, condition et mobile de l'accumulation****, est menacé par le développement même de la production*. » (Karl Marx, *Le Capital*, édition populaire par Julien Borchardt, 1919). En dernière analyse, toutes les décisions prises par les capitalistes (dont la conquête de nouveaux marchés, génératrice de guerres) s'expliquent par cette menace vitale de la baisse tendancielle du taux de profit.

La guerre répond donc au schéma suivant :
processus productif → accumulation du capital → plus grande productivité du travail → modification de la composition organique du capital (la part de *c* grandit par rapport à *v*) → baisse tendancielle du taux de profit → production accrue pour que la hausse de la masse du profit compense la baisse de son taux → surproduction → crise

Pour empêcher la crise de surproduction qui est le produit **nécessaire et inéluctable** de cette loi, les capitalistes doivent trouver un débouché suffisant pour que la plus-value excédentaire soit réalisée. Cela n'est pas possible à l'intérieur des frontières de l'État du fait du contraste entre la production accrue et la limitation de la consommation populaire. Il faut alors trouver une deuxième solution : se tourner vers les marchés extra-capitalistes. Cela ne fonctionne plus à partir du partage définitif du monde entre les différentes puissances capitalistes au tournant du siècle. Il ne reste donc plus que la troisième solution : conquérir les marchés des autres pays capitalistes afin d'écouler la production dans un nouveau marché ou bien d'accélérer la crise de son voisin en rétrécissant son marché.

Voici ce qu'en dit Bordiga, esquissant merveilleusement le schéma des crises : « *[Marx] démontre que, pour sortir de la contradiction qui accumule la misère à un pôle en même temps que la richesse au pôle opposé et pour se défendre de la loi de la baisse du taux de profit, le seul moyen compatible avec la survivance du mode capitaliste de production est de produire toujours plus, toujours au-delà des besoins de consommation. Il est donc clair que, dès leur formation, les États capitalistes sont* ***destinés à entrer en collision****. Chacun d'eux est, en effet, conduit par son système économique à essayer de* ***faire consommer ses marchandises par le voisin*** *et de* ***retarder sa propre crise en en provoquant une chez ce dernier****.* (Bordiga, *Dialogue avec Staline*)

L'analyse de Bordiga est donc en tout point similaire à celle de Lénine dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* et Luxemburg dans *La crise de la social-démocratie*. Les auteurs marxistes

ont toujours analysé la guerre impérialiste comme la conséquence d'une recherche de débouchés, rendue nécessaire par la surproduction de capital, elle-même résultant de cette baisse tendancielle du taux de profit.

Contrairement à ce que fait C.Mcl tout au long de son article, il n'est pas nécessaire de calculer le taux de profit à chaque instant pour prouver notre démonstration. Aucun marxiste ne l'a jamais fait. Il leur suffisait de montrer que la guerre était une conséquence de la surproduction et dans le même temps, offrait une solution à cette surproduction. Cependant, rien ne nous empêche de le démontrer empiriquement et nous relevons donc le défi qui nous est lancé. Commençons par dire qu'au niveau mondial, on constate effectivement une baisse tendancielle du taux de profit chez les principales puissances industrielles entre 1870 et 1914 (cf graphe et tableau n°1). Il est de 40,6 % sur la période 1870-1874 alors qu'il n'est plus que de 29,5 % à la veille de la guerre. L'aiguillon de la baisse oriente donc les capitalistes vers une surproduction de marchandises, qu'il faut 1) écouler ; 2) détruire. C'est ce que permet la Première Guerre mondiale où l'on constate en France et aux États-Unis une remontée du taux de profit. Pour la France, si l'on reprend les chiffres de Michel Husson[2], le taux de profit avoisine les 2 % à la veille de la guerre alors que la dévalorisation du capital pendant la guerre permet au taux de profit de remonter à 6 % en 1923. Quant aux États-Unis, d'après les chiffres de Maito, le taux de profit n'est que de 10,8 % en 1910-1914 tandis qu'il remonte à 15,3 % sur la période 1925-1929 (cf tableau n°1). Ce « bain de jouvence » ne s'applique pourtant pas aux cas allemand et britannique. En effet, le taux de profit ne cesse de chuter depuis 1870, allant jusqu'à atteindre 15,2 % en 1925, alors qu'il était encore de 17,7 % à la veille de la guerre. Cela s'explique par le fait que l'Allemagne est entrée en crise à l'issue de la guerre, du fait notamment des clauses du traité de Versailles, qui ont contribué à la faible rentabilité du capital allemand, bloquant l'accumulation, générant instabilité économique et sociale, fragilité monétaire et dépendance à l'aide extérieure[3]. Quant au cas britannique, alors que son taux de profit est de 27,8 % en 1910-1914, il n'est plus que de 21,2 % en 1925-1929. Cela s'explique par la perte de terrain du capital britannique par rapport au capital américain qui profite de la guerre pour investir massivement en Europe, les destructions représentant pour le capital américain un immense champ d'accumulation (cf tableau n°3). Pendant les années 1930, avec la politique de réarmement nazie, on constate un véritable redressement du taux de profit en Allemagne qui passe de 15,2 % en 1925 à 20,2 % en 1939, ce qui n'est pas le cas aux États-Unis avant 1938-39, le taux de profit passant de 15,3 % en 1925-1929 à 12,4 % en 1935-1939. S'il est donc bien erroné de prétendre que l'économie américaine pendant les années 1930 est une économie de guerre, il l'est tout autant d'affirmer que le New Deal a permis à l'économie américaine de sortir de la crise de 1929. Nous y reviendrons plus en détail par la suite. Quant au cas français, il partage la même dynamique que le cas américain avec un taux de profit passant de 6 % en 1923 à 1 % en 1944[4]. C'est à nouveau la Seconde Guerre mondiale qui joue le rôle d'un véritable bain de jouvence pour les principales puissances évoquées ici. Ainsi, en France, le taux de profit passe de 1 % en 1944 à 7,3 % en 1949-1950[5] ; aux États-Unis, il passe de 12,4 % en 1935-1939 à 20,9 % en 1950-1954 et en Allemagne, il passe de 20,2 % en 1939 à 25,1 % en 1955. Seul le cas britannique suit une dynamique opposée, son taux de profit passant de 23 % en 1935-1939 à 16,3 % en 1950-1954, ce qui s'explique par la faible part des destructions pendant la guerre relativement à ses voisins et, partant, à une structure industrielle vétuste qui n'a pas pu profiter des destructions pour se moderniser[6].

---

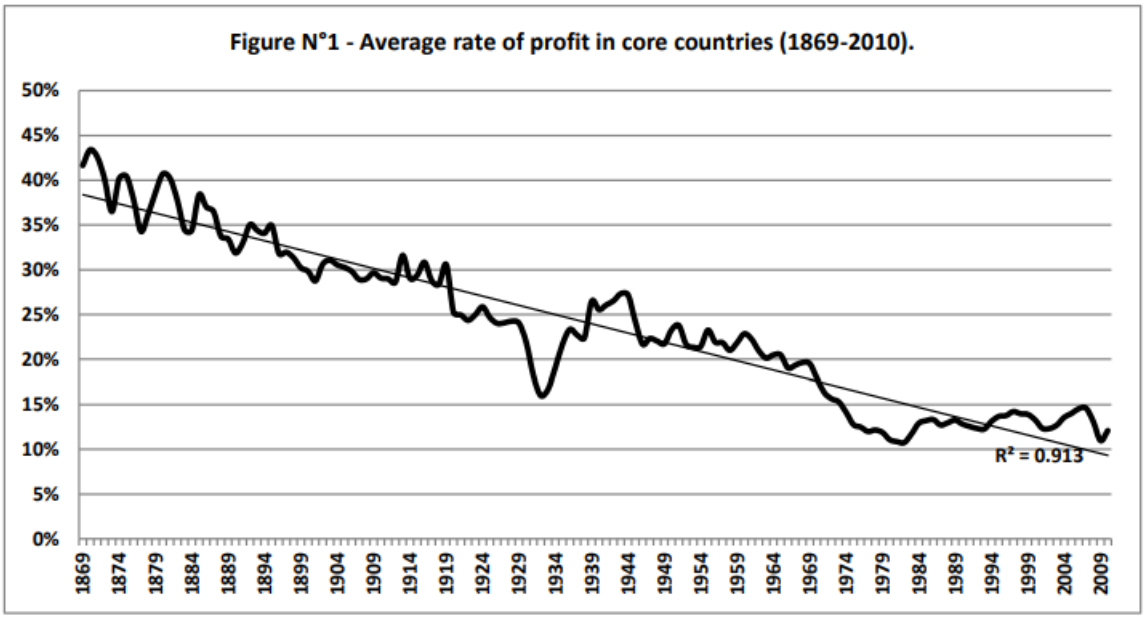
2 M. Husson : Onde longue et crise contemporaine, in G. Rasselet : *Dynamique et transformations du capitalisme*, l'Harmattan, 2007.

3 Bosserelle, É. (2008) . Guerres, transformation du capitalisme et croissance économique. *L'Homme & la Société*, n° 170-171(4), 219-250.

4 M. Husson : Onde longue et crise contemporaine, in G. Rasselet : *Dynamique et transformations du capitalisme*, l'Harmattan, 2007.

5 *Ibid*.

6 Barou Yves. Contrainte extérieure et déclin industriel au Royaume-Uni. In: *Économie et statistique*, n°97, Février 1978. Les grandes économies dans la crise: défis structurels à long terme, désordres monétaires à court terme, sous la direction de Catherine Blum-Girardeau. pp. 75-91.



Source : Maito, Esteban Ezequiel (2014): The historical transience of capital: the downward trend in the rate of profit since XIX century.

Taux de profit	Pays de référence[7]	États-Unis	Grande-Bretagne
1870-1874	40,6 %	22,6 %	31,7 %
1905-1909	29,5 %	14,8 %	27,2 %
1910-1914	29,5 %	10,8 %	27,8 %
1925-1929	24,2 %	15,3 %	21,2 %
1935-1939	23,3 %	12,4 %	23 %
1950-1954	22,3 %	20,9 %	16,3 %

Source : Maito, Esteban Ezequiel (2014): The historical transience of capital: the downward trend in the rate of profit since XIX century.

Taux de profit	Allemagne
1870	31,7 %
1910	19,4 %
1913	17,7 %
1925	15,2 %
1939	20,2 %
1955	25,1 %

Source : Maito, Esteban Ezequiel : Germany 1851-2011 - Rate of profit, nominal accumulation rate and investment effort, maximum rate of profit and distribution

7 Allemagne, États-Unis, Pays-Bas, Japon, Royaume-Uni et Suède

	1913 (en milliards de $)	1919 (en milliards de $)
États-Unis	3,5	6,5
Angleterre	18,3	15,7

Investissements extérieurs des États-Unis et de l'Angleterre à la veille et au lendemain de la première guerre mondiale.
Source : Bosserelle, É. (2008) . Guerres, transformation du capitalisme et croissance économique. *L'Homme & la Société*, n° 170-171(4), 219-250.

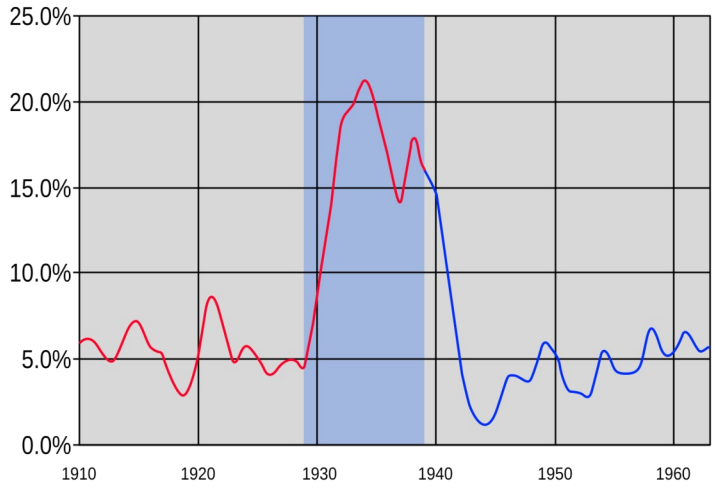
Nous avons démontré empiriquement, à travers le seul exemple du taux de profit, la véracité de notre thèse selon laquelle la guerre opère comme un « véritable bain de jouvence » pour le capital global. Cela seul suffirait à conclure cet article et à démontrer la mauvaise foi du camarade C.Mcl dans le choix de ses chiffres. Mais, nous sommes des marxistes et pas de simples statisticiens, empêtrés dans l'empirisme. Contrairement à C.Mcl, jamais le PCI ne s'est amusé à multiplier les calculs sur la baisse tendancielle du taux de profit pour confirmer sa thèse. Il n'en a pas besoin car la méthode marxiste et les principaux indicateurs économiques (croissance mondiale, indices de production, taux de chômage, …) confirment la validité de cette thèse. Pour qui veut lire sans œillères, il constatera la grande richesse de l'argumentation de la gauche italienne, qui est bien loin de se résumer à la seule formule de la dévalorisation du capital constant. Face à la caricature de nos arguments, face à cet « homme de paille », il importe de restituer dans ses grandes lignes la limpide analyse marxiste. Cela produira un salutaire contraste avec le camarade C.Mcl qui démontre sa méconnaissance de la méthode marxiste à travers ce second article qui relève du plus pur empirisme, accumulant les chiffres et les statistiques, persuadé que la « vérité des chiffres » se suffit à elle-même et rend inutile toute analyse théorique appuyée sur les concepts marxistes.

Au contraire, en ce qui nous concerne nous allons ici démontrer théoriquement la pertinence du cycle « crise – guerre – reconstruction », en nous appuyant lorsque cela sera nécessaire sur les données empiriques. C'est donc la logique inverse de celle suivie dans l'article.

Crise et guerre : l'exemple du New Deal et de l'Allemagne

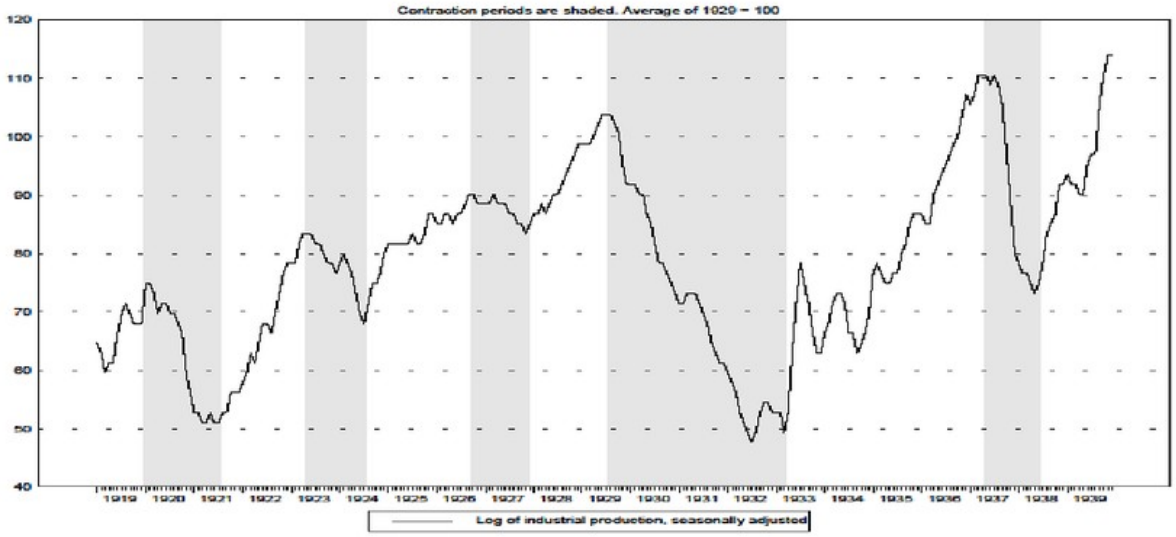
Tout d'abord, qu'en est-il de la relation entre crise et guerre ? D'après C.Mcl, si les États-Unis sont sortis de la crise de 1929, ce ne serait pas grâce à la Seconde Guerre mondiale mais bien plutôt grâce au New Deal. Commençons par préciser que cette approche peut être qualifiée à bon droit de révisionniste car elle est **en contradiction avec toute la littérature existante**. Il nous suffit de rappeler que dès 1937-38, l'économie américaine connaît une nouvelle crise, ce qui révèle la non-durabilité de la reprise amorcée par le New Deal. « Au printemps 1937, la production, les bénéfices et les salaires avaient retrouvé leur niveau de 1929. La production industrielle a ensuite baissé de près de 30 % tandis que la production de biens durables a chuté encore plus rapidement. Le chômage est passé de 14,3 % en mai 1937 à 19,0 % en juin 1938. La production manufacturière a chuté de 37 % par rapport au pic de 1937 et est revenue à son niveau de 1934. Les producteurs ont réduit leurs dépenses en biens durables et les stocks ont diminué »[8]. Avec l'augmentation du chômage, les dépenses de consommation ont baissé, entraînant de nouvelles réductions de la production. Michel Beaud affirme que le New Deal n'a pas suffi à relancer durablement l'économie américaine, et que seule la guerre y est parvenue. Bien que le chômage ait reculé, il touchait encore plus de 10 % de la population active en 1940[9].

8 https://en.wikipedia.org/wiki/Recession_of_1937%E2%80%931938
9 Michel Beaud, *Histoire du capitalisme de 1500 à nos jours*, Seuil, 1981, p. 241, cité dans Bosserelle, É. (2008) . Guerres, transformation du capitalisme et croissance économique. *L'Homme & la Société*, n° 170-171(4), 219-250.



Taux de chômage aux États-Unis entre 1910 et 1960, Source : https://en.wikipedia.org/wiki/Recession_of_1937%E2%80%931938

De leur côté, Maurice Baslé, Jacques Mazier et Jean-François Vidal soulignent que « malgré la mise en place du New Deal après 1933, en 1938, la production et surtout l'investissement restaient en deçà des niveaux de 1929 »[10]. Si l'économie américaine parvient à sortir de la crise de 1938, c'est d'abord par les crédits alloués au réarmement des puissances européennes (*cash and carry*) qui permettent à l'économie américaine d'atteindre un niveau historique de production, du fait notamment des 5 milliards de dollars que la Grande-Bretagne a versés en commandes d'armes entre 1939 et 1940[11]. Selon Pierre Dockès et Bernard Rosier, « ce n'est qu'à partir de 1940 que la croissance a réellement redémarré au-delà du niveau de 1929. Entre 1939 et 1944, le PNB des États-Unis a ainsi progressé de 154 %, tandis que les bénéfices des entreprises ont augmenté de 290 % »[12].



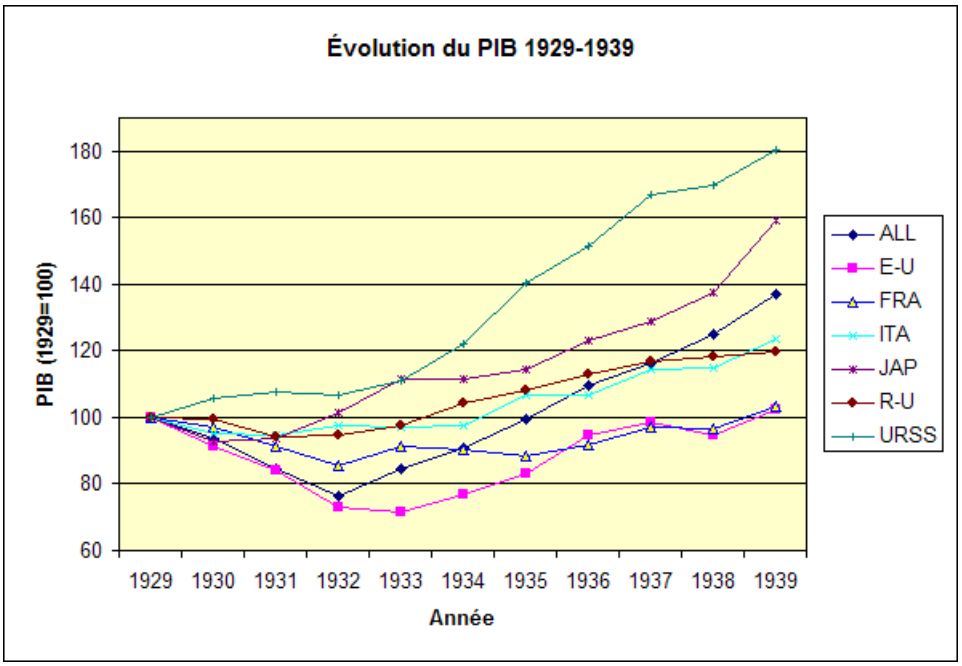
Industrial production in the United States 1919 – 1939 (Source : Report No 05/10 Crisis, Restructuring and Growth: A Macroeconomic Perspective)

10 Maurice Baslé, Jacques Mazier et Jean-François Vidal, Quand les crises durent, Economica, 1993, p. 25, cité dans Bosserelle, É. (2008) . Guerres, transformation du capitalisme et croissance économique. L'Homme & la Société, n° 170-171(4), 219-250.

11 Beevor, Antony (2014) [2012]. La Segunda Guerra Mundial [The Second World War]. Primera edición en rústica. Barcelona: Pasado & Presente, p. 259 ; Kershaw, Ian (2007). Fateful Choices. Ten Decisions that Changed the World, 1940-1941 (en inglés). Londres: Allen Lane, p. 221.

12 Pierre Dockès et Bernard Rosier, Rythmes économiques, La Découverte, Maspero, 1983 cité dans Bosserelle, É. (2008) . Guerres, transformation du capitalisme et croissance économique. L'Homme & la Société, n° 170-171(4), 219-250.

Toutes ces données et analyses mettent en évidence le rôle de l'économie de guerre (crédits à l'armement jusqu'en 1941 puis dépenses militaires) dans la sortie de crise et la croissance économique. D'ailleurs, si on observe l'évolution du PIB dans les principales puissances industrielles de l'époque, on constate que ce sont l'URSS, le Japon et l'Allemagne qui s'en tirent le mieux. Or, ces dernières sont **toutes** des économies de guerre pendant les années 1930, contrairement à la France qui n'inaugure son économie de guerre qu'à partir du gouvernent de Front populaire (1936-1938).



Evolution of the gross domestic product in several countries between 1929 and 1939. Source : https://en.wikipedia.org/wiki/Great_Depression_in_France

Prenons le cas allemand, également choisi par C.Mcl dans son article. Le poids des réparations du traité de Versailles et les conséquences de la Première Guerre mondiale ont plongé l'économie allemande dans une stagnation durant les années 1920. Oui, l'Allemagne a été handicapée par la guerre de 1914, personne ne le nie. Il nous faut donc rappeler pour la énième fois au camarade C.Mcl que lorsque nous affirmons que le capitalisme se régénère par les destructions militaires, c'est vrai au niveau du **capital global** et pas **nécessairement** au niveau de chaque capital national, cela dépendra d'une série de facteurs conjoncturels comme la victoire ou la défaite lors de la guerre ou encore l'adhésion à tel ou tel bloc (par exemple l'Allemagne de l'Ouest bénéficie du Plan Marshall pour favoriser son ancrage dans le bloc occidental). Cette stagnation, aggravée par la crise des années 1930 favorise la montée du nazisme. Ce dernier a ensuite orienté l'économie vers la préparation à la guerre, planifiant méthodiquement sa croissance. « Dès 1933, les dépenses militaires allemandes augmentent fortement, atteignant 18 % du produit national net en 1938. En 1939, la production dépasse d'un tiers son niveau de 1929, plaçant l'Allemagne au deuxième rang économique mondial. Le régime nazi accélère l'essor du capital industriel et financier, consolidant les *Kartelle*, qui jouent un rôle central dans le « miracle allemand » après 1945 »[13].

Si nous quittons les cas américain et allemand pour une analyse plus globale, notons que la plupart des économistes s'accordent pour confirmer empiriquement ce qui est une thèse marxiste classique, à savoir le caractère productif des dépenses d'armement, déjà mis en évidence par Rosa Luxemburg dans son *Accumulation du capital*. Ainsi, d'après la littérature existante (par exemple Sefa

13 Bosserelle, É. (2008) . Guerres, transformation du capitalisme et croissance économique. *L'Homme & la Société*, n° 170-171(4), 219-250.

Awaworyi et Siew Ling Yew dans « The Effect of Military Expenditure on Growth: An Empirical Synthesis » qui s'appuie sur les résultats agrégés de 42 études[14]), les dépenses militaires ont tendance à avoir des effets positifs sur la croissance économique dans les pays développés.

Dès lors, notre contradicteur pourrait nous demander quelle est la nécessité d'une guerre si crédits à l'armement et dépenses militaires suffisent à résoudre le problème de la surproduction. En réalité, l'endettement public ou les dépenses d'armement ne sauraient suffire à surmonter la crise, ils ne font que repousser le problème, que freiner la tendance à l'approfondissement de la crise. Sans l'éclatement de la guerre en 1939, l'économie serait rentrée dans une crise encore plus ruineuse, comme le prouve l'exemple allemand. En effet, les bons Mefo instaurés par le président de la Banque centrale allemande, Hjalmar Schacht ont permis au Reich allemand d'enregistrer un déficit plus important qu'il n'aurait pu le faire autrement et de repousser le problème d'épuisement des fonds de l'État[15]. Cette économie de guerre « droguée » ne pouvait avoir que deux conséquences : la crise résultant de cette croissance artificielle ou la guerre. C'est en ce sens que l'on affirme que la guerre ne surgit qu'en **dernier ressort**, lorsque **toutes les autres solutions** se sont révélées insuffisantes (« lorsque ses causes économiques sont arrivées à maturation » pour reprendre la formulation de l'article incriminé). C'est encore en ce sens que le camarade Tibor affirme dans ses contre-thèses que la guerre constitue la « solution ultime, mais extrêmement coûteuse et risquée » à la crise de rentabilité du capital, n'entrant aucunement en contradiction avec l'analyse classique de la guerre par la gauche italienne, contrairement, une fois encore, à ce qu'essaie de faire croire l'article. Ainsi, lorsque les dévalorisations traditionnelles (crise, catastrophes « naturelles ») sont suffisantes pour dévaloriser le capital excédentaire, nul besoin d'avoir recours à la guerre ; celle-ci n'éclate que lorsque le capital excédentaire a atteint une masse gigantesque, et ce, **indépendamment de la volonté des différents États à un instant donné**, pour lesquels l'entrée en guerre ne constitue pas nécessairement un calcul rationnel, du fait d'un rapport de forces qui peut-être défavorable et du « brouillard de la guerre » qui empêche de prédire avec certitude lequel des protagonistes l'emportera. Comme l'affirmait plaisamment Bordiga, « *Hitler, avec son état-major de gens extrêmement compétents, était-il fou au point de ne pas avoir pris en compte l'acier américain ? […] Même un fou aurait levé les mains en l'air et baissé ses pantalons. Mais* ***un Dieu inflexible*** *veillait, et la guerre fût. » (Amadeo Bordiga, « Sa majesté l'acier* », *Battaglia Comunista*, 1950). Ce Dieu inflexible ce sont les contradictions souterraines du capitalisme, au premier rang desquelles la baisse tendancielle du taux de profit.

Une certaine prudence s'impose toutefois : il serait erroné d'affirmer que la guerre découle **immédiatement** de la crise. En réalité, aussi bien avant 1914 qu'avant 1939, on assiste à une certaine relance de l'économie. C'est ce que le PCI a appelé une période « d'avant-guerre ». Au cours de cette période, qu'il s'agisse de 1906-1913 ou de 1933-1937, on assiste à une augmentation de la production « en dehors de la règle » ou « droguée », prodrome traditionnel de la guerre impérialiste. On retrouve cette idée chez Rosa Luxemburg quand elle écrit : « *La construction navale et l'armement militaires constituaient en eux-mêmes* ***l'affaire la plus colossale de la grosse industrie allemande****, et, en même temps, ils ouvraient des* ***perspectives infinies au capital des cartels et des banques*** *qui brûlait d'étendre ses opérations au monde entier. »* (Rosa Luxemburg, *La crise de la social-démocratie*, *op. cit.*). Mais, sans l'entrée en guerre à court terme, cette croissance « droguée » se serait très vite épuisée, et une crise majeure aurait éclaté, dont on percevait déjà les prémices : les États-Unis connaissent une récession au début de l'année 1914[16], l'Allemagne est confrontée à une surproduction majeure[17] et la France connaît une faible croissance

14 Awaworyi, Sefa; Yew, Siew Ling (2014), "The Effect of Military Expenditure on Growth: An Empirical Synthesis" (PDF), Discussion paper 25/14, vol. 14, no. 15, Department of Economics, Monash U.

15 https://en.wikipedia.org/wiki/Mefo_bills

16 https://www.alternatives-economiques.fr/leconomie-de-guerre-etats-unis/00030398#:~:text=Quand%20la%20Premi%C3%A8re%20Guerre%20mondiale,boom%20commence%20d%C3%A8s%20d%C3%A9cembre%201914

en 1913[18]. Comme l'explique Carl-Ludwig Holtfrerich, « *Dès avant le début de la guerre, la reprise qui avait suivi la crise financière mondiale de 1907-1908, venue pour l'essentiel des USA, connut un ralentissement vers la fin de 1912 ; les tensions politiques internationales et la menace de guerre y étaient pour beaucoup. Les ventes en bourses motivées par la peur, les demandes de remboursement des avances sur crédit et la thésaurisation d'espèces avaient également fait leur apparition en Allemagne, en réaction au déclenchement de la guerre des Balkans en octobre 1912. « L'année 1913 était placée sous le signe de la pénurie de capitaux et d'une surproduction croissante. » La conjonction de ses différents indicateurs conjoncturels conduisit Friedrich Hesse à estimer « qu'avant la guerre l'économie allemande se trouvait en situation de marasme »*[19].

Guerre et reconstruction : l'exemple des Roaring Twenties et des Trente Glorieuses

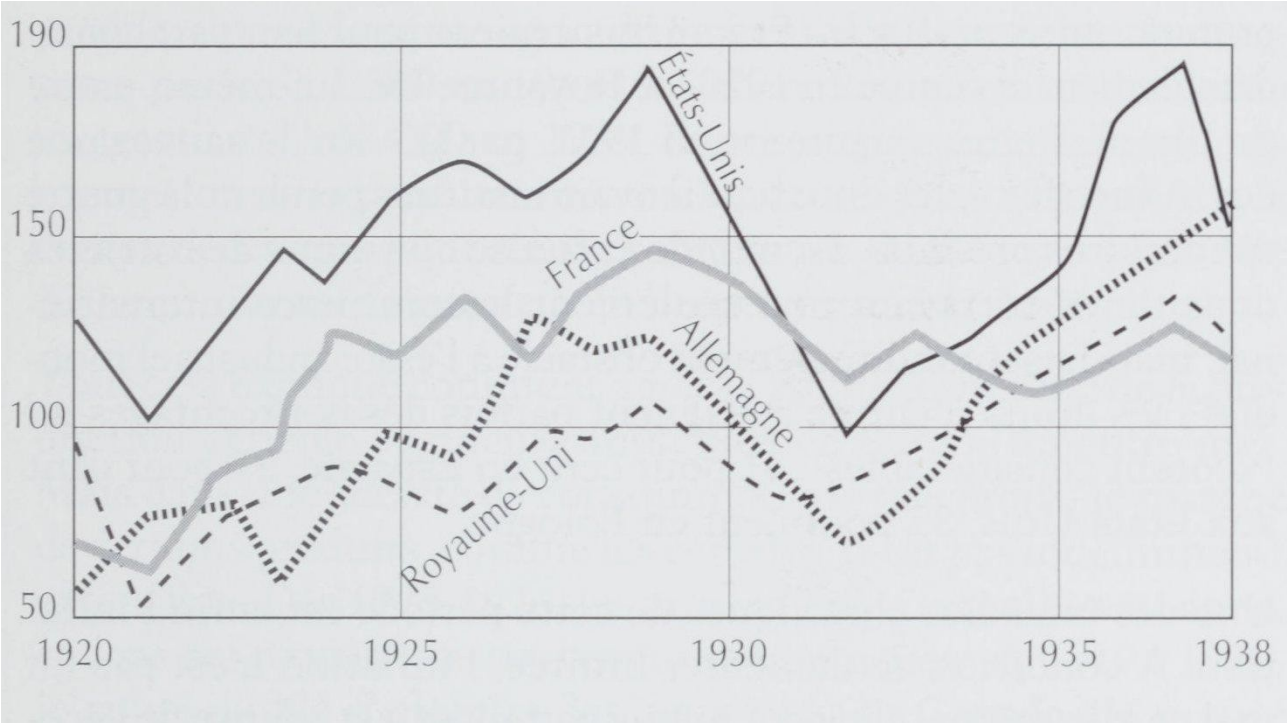
La relation entre crise et guerre ayant été clarifiée, qu'en est-il désormais de la relation entre guerre, reconstruction et croissance ? Dans son argumentation, le camarade C.Mcl, en plein délire anti-marxiste, s'essaie à l'économie contrefactuelle, étudiant dans son laboratoire l'effet de la crise de 1929 sur l'économie américaine de 2023 (sic) puis l'effet de la guerre de 1939-1945 sur l'économie américaine de 2023 (re-sic). C'est absurde car C.Mcl laisse croire que les capitalistes auraient le choix entre a) un capitalisme évoluant paisiblement et conservant son armée industrielle de réserve ; b) une crise ; c) une guerre, et devraient donc logiquement choisir le scénario qui est pour eux le plus favorable. C'est nier le caractère profondément instable du capitalisme où une multitude d'intérêts divergents, de dynamiques contradictoires s'entrechoquent, c'est aussi nier le caractère déterministe de l'évolution économique car si la guerre a lieu c'est parce qu'indépendamment de la volonté des protagonistes, les contradictions du capitalisme (baisse tendancielle du taux de profit, contradiction entre développement de la production et limitation de la consommation) devaient **nécessairement** provoquer la guerre impérialiste. C.Mcl nous peint en rose un capitalisme qui devrait rejeter l'entrée en guerre parce qu'elle lui est soi-disant moins favorable que le maintien du *statu quo*. C'est lui qui devrait avec bien plus de raison être dénoncé comme partisan kautskiste de l'ultra-impérialisme ! Dès lors, que C.Mcl nous pardonne car, même si nous avons bel et bien dépassé le niveau CM1 en mathématiques, nous n'avons aucune envie de jouer les Don Quichotte de la Manche s'escrimant contre des moulins à vent …

Nous préférons bien plutôt nous appuyer sur le sol de granit de l'histoire économique, résultant non pas d'expériences en chambre mais bien plutôt déterminée par des facteurs que notre puissante analyse marxiste nous permet de restituer. Commençons par les années d'entre-deux-guerres, qualifiées bien abusivement de « Trente désastreuses » par C.Mcl. Tout d'abord, rappelons que, contrairement à ce que tend à faire croire cette dernière formule, les années 1920 sont marquées par un véritable dynamisme économique dans certains pays, au premier rang desquels les États-Unis, à tel point que ce ne sont pas les « Trente désastreuses » qui ont été choisies pour désigner cette période mais bien plutôt les « Roaring Twenties » (littéralement, les « années rugissantes »). Au cours des années 1920, « la croissance économique est forte, du fait des gains de productivité dans l'industrie. Le secteur automobile connaît une forte croissance, entraînant à sa suite la sidérurgie, la chimie et les travaux publics. Dès lors, la production industrielle connaît une hausse de 50 % sur la période 1920-1929 »[20]. Une telle dynamique est d'ailleurs déjà envisagée par Boukharine dans son ouvrage de 1915 qui affirme que « ***Le développement de la guerre, le règlement des dépenses militaires et des emprunts, puis la demande considérable de capital dans la période d'après-guerre (par suite de la reconstitution du capital de fonds détruit, etc.) accentueront encore***

17 Holtfrerich, Carl-Ludwig. « Chapitre III. Effets de l'inflation ». *L'inflation en Allemagne 1914-1923*, Institut de la gestion publique et du développement économique, 2008.
18 Bairoch Paul, *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, 1994, La Découverte, p.193.
19 Holtfrerich, Carl-Ludwig. « Chapitre III. Effets de l'inflation ». *L'inflation en Allemagne 1914-1923*, Institut de la gestion publique et du développement économique, 2008.
20 Blancheton, B. (2020) . 21. La crise de 1929. *Histoire des faits économiques De la Révolution industrielle à nos jours*. (p. 68 -71). Dunod.

***l'importance financière des États-Unis, accéléreront l'accumulation du capital américain**, accroîtront son influence dans les autres parties de l'Amérique et mettront rapidement les États-Unis au premier plan dans l'arène mondiale de la concurrence*. » (Nikolaï Boukharine, *Économie mondiale et impérialisme*, *op. cit.*).

Plus largement, à partir de 1922 et jusqu'en 1929, le monde bénéficia d'une longue phase d'expansion économique (voir le graphe suivant), avec toutefois deux récessions mineures, en 1924 et 1927, et selon un rythme différent selon les pays. Certes, « l'Allemagne a traversé une crise économique persistante entre 1918 et 1932, tandis qu'au Royaume-Uni, la croissance est restée modérée tout au long des années 1920. En revanche, la situation était bien différente en France et aux États-Unis. En France, la décennie 1920 a été marquée par une forte hausse de la productivité et une accumulation sans précédent, plaçant l'industrie française au premier rang européen en termes de croissance. Aux États-Unis, la période de guerre puis les années 1920 on été synonyme d'expansion économique soutenue. Alors que le pays était en récession au début du conflit, la forte demande en provenance des nations ravagées par la guerre (notamment pour les denrées alimentaires et les munitions) a déclenché un boom prolongé. Ainsi, entre décembre 1914 et août 1918, le National Bureau of Economic Research a enregistré une phase d'expansion de 44 mois, entraînant une forte baisse du chômage, qui est passé de 7,9 % en 1914 à 1,4 % en 1918. Parallèlement, l'augmentation des dépenses fédérales a stimulé l'économie. En janvier 1917, celles-ci représentaient 2,2 % du produit national, mais dès l'entrée en guerre des États-Unis en avril 1917, elles ont fortement augmenté, atteignant 32,4 % du PNB en janvier 1919. Sur l'ensemble de l'année 1918, un cinquième des ressources du pays a été alloué à l'effort de guerre »[21].



Indice de la production manufacturière (base 100 en 1913) d'après M. NIVEAU, *Histoire des faits économiques contemporains*, Paris, PUF, 1970, 3e éd, p. 203.

21 Bosserelle, É. (2008) . Guerres, transformation du capitalisme et croissance économique. *L'Homme & la Société*, n° 170-171(4), 219-250.

Cette dynamique profitable pour le capital est également visible au niveau de la production d'acier, indicateur par excellence de la puissance industrielle, comme le confirme le tableau suivant.

	1920	1921	1929
Allemagne	8,3	9,9	16,2
États-Unis	42,8	20,1	57,3
France	2,7	3,0	9,7
Italie	0,7	0,7	2,1
Royaume-Uni	–	3,7	9,7
Japon	–	0,8	2,3
URSS	–	0,18	4,7
Monde	71,7	44,6	120,5

Production de houille et de lignite (en millions de tonnes).
Source : Brunet, J. et Launay, M. (1993) . 4 - *La vie économique du monde de 1919 à 1929. D'une guerre mondiale à l'autre (1914-1945)* (p. 62 -73).

La question de la reconstruction post-première guerre mondiale étant clarifiée, passons aux Trente glorieuses. Contrairement à ce qu'affirme péremptoirement C.Mcl (les affirmations péremptoires abondent dans ce numéro), le Parti communiste international a analysé avec minutie, s'appuyant sur des données empiriques, la trajectoire suivie par l'économie mondiale après la Seconde Guerre mondiale. Nous nous appuierons donc sur leur analyse. Mais d'abord, commençons par rappeler que le consensus scientifique existant confirme le rôle important de la reconstruction dans la forte croissance économique dans les principales nations industrialisées, que ce soit Rolf H. Dumke dans son article « Reassessing the Wirtschaftswunder: Reconstruction and postwar growth in West Germany in an international context »[22] ; Peter Temin dans « The Golden Age of European growth reconsidered »[23] ; Tamás Vonyó dans « Post-war reconstruction and the Golden Age of economic growth »[24] ; Petros Milionis et Tamás Vonyó dans « Reconstruction Dynamics: The Impact of World War II on Post-War Economic Growth »[25] ; Richard Reichel dans « GERMANY'S POSTWAR GROWTH: ECONOMIC MIRACLE OR RECONSTRUCTION BOOM? »[26]; Michela Giorcelli et Nicola Bianchi dans « RECONSTRUCTION AID, PUBLIC INFRASTRUCTURE, AND ECONOMIC DEVELOPMENT: THE CASE OF THE MARSHALL PLAN IN ITALY »[27] ou encore Barry Eichengreen et Albrecht Ritschl dans « Understanding West German Economic Growth in the 1950s »[28].

22 Dumke, Rolf H. "Reassessing the Wirtschaftswunder: Reconstruction and Postwar Growth in West Germany in an International Context." *Oxford Bulletin of Economics and Statistics* 52, no. 4 (1990).

23 Peter Temin, The Golden Age of European growth reconsidered, *European Review of Economic History*, Volume 6, Issue 1, April 2002, Pages 3–22.

24 Tamás Vonyó, Post-war reconstruction and the Golden Age of economic growth, *European Review of Economic History*, Volume 12, Issue 2, August 2008, Pages 221–242.

25 Milionis, Petros and Tamás Vonyó. "Reconstruction Dynamics: The Impact of World War II on Post-War Economic Growth." (2015).

26 Reichel, Richard. "Germany's Postwar Growth: Economic Miracle or Reconstruction Boom?" *Cato Journal* 21 (2002): 427.

27 Bianchi, Nicola & Giorcelli, Michela, 2023. "Reconstruction Aid, Public Infrastructure, and Economic Development: The Case of the Marshall Plan in Italy," *The Journal of Economic History*, Cambridge University Press, vol. 83(2), pages 501-537, June.

28 Eichengreen, B., Ritschl, A. Understanding West German economic growth in the 1950s. *Cliometrica* 3, 191–219 (2009).

Le Parti communiste international a, quant à lui, étudié la reconstruction post-Seconde Guerre mondiale dans l'article « La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (III) » paru dans *Programme communiste* n°92 de novembre 1991. Cet article montre que le niveau atteint par la production d'acier mondiale en 1964 est plus de deux fois et demie supérieur à celui atteint en 1938. De même, concernant la production industrielle mondiale, pour un niveau 100 en 1958, elle atteint 125 en 1963, contre seulement 44 en 1938 et 62 en 1948. Pour l'Europe occidentale, les dynamiques sont similaires : le PNB en 1963 est deux fois et demie supérieur à celui d'avant-guerre tandis que la production industrielle est de 130 en 1963 (pour le même niveau en 1958), contre 50 en 1938. Il est probable que le camarade C.Mcl reconnaisse ces chiffres mais nie le rôle de la guerre dans cette dynamique. Pourtant, qui pourrait nier que, plus bas était le niveau du tissu productif, du fait des destructions de la guerre, plus vigoureuse était la reprise et l'expansion de la production ? Prenons l'exemple de l'Allemagne, marquée par un niveau intense de destructions. Entre 1945 et 1948, conséquence immédiate de la guerre, le pays est confronté à une grande dépression économique. Cependant, dès 1948, on assiste au *Wirtschaftswunder,* le « miracle économique allemand », permis par la relance économique keynésienne issue de la reconstruction. Inversement, le Royaume-Uni, qui subit largement moins de destructions guerrières, empêchant dès lors la modernisation de son industrie vétuste, est le pays occidental qui bénéficie le moins de la croissance économique européenne de l'après-guerre[29].

Il faut ici mentionner le rôle de l'économie de guerre dans cette reprise, en ce sens qu'elle fournit les moyens nécessaires à une reprise frénétique de la production et à bas coût. En effet, l'économie de guerre, non seulement s'appuie sur la centralisation de la production, mais en outre intensifie cette dernière. C'est d'ailleurs ce qu'affirmait déjà Boukharine en 1915 : « s*i, au cours de la guerre, la grande bourgeoisie défend et affermit ses positions, il est certain* ***qu'après la guerre les immenses besoins de capital favoriseront le développement des grandes banques et, partant, la centralisation et la concentration accélérées du capital****. Ce sera le début d'une* ***période de traitement fébrile des blessures de la guerre : restauration des chemins de fer, des fabriques et usines, des machines, du matériel roulant, détruits ou usés et, ce qui ne sera certainement pas à la dernière place — réparation et développement de l'appareil militaire national. Tout cela accroîtra dans une vaste mesure la demande de capital et renforcera la position des consortiums bancaires*** ». (Nikolaï Boukharine, *L'économie mondiale et l'impérialisme, op. cit.*). Dans un article du *Monde* de 2014, l'économiste Pierre Bezbakh illustre cette réalité à travers le cas français où il montre comment la Grande guerre a été le « creuset de l'industrie française ». Expliquant que « les commandes d'armes et de matériels militaires bénéficient à de nombreuses entreprises et à leurs sous-traitants, qui deviendront les moteurs de la forte croissance que connaîtra la France durant les années 1920 », celui-ci donne les chiffres suivants : « les bénéfices exceptionnels réalisés font l'objet d'un surcroît d'impôt qui s'élève à 2,4 milliards de francs au second semestre 1914 et en 1915, 4,2 milliards en 1916, 5,3 milliards en 1917 et 5,4 milliards en 1918 ». « Les bénéfices de Saint-Gobain, dont la production augmente de 70 %, passent de 3,4 millions de francs en 1914 à 22,7 millions en 1916 ; ceux de la Compagnie des forges et aciéries de la marine et d'Homécourt (locomotives et pièces d'artillerie lourde) passent de 6,8 millions en 1914-1915 à quelque 16 millions par an jusqu'en 1918. Durant le conflit, la capacité de production des aciéries du Creusot (Saône-et-Loire) double, de même que la production hydroélectrique ». Toutes ces entreprises, après une « reconversion difficile », deviennent « des fleurons de l'industrie française »[30]. Dès lors, le camarade C.Mcl fait complètement fausse route quand il prétend que ce n'est pas la guerre qui explique la formidable croissance économique de l'après-guerre mais le « capitalisme d'État keynésiano-fordiste ». Comment peut-il être aveugle au point de ne pas voir le rôle d'accélérateur qu'à joué la guerre dans la concentration et la centralisation du capital ?

---

29 Barou Yves. Contrainte extérieure et déclin industriel au Royaume-Uni. In: *Economie et statistique*, n°97, Février 1978. Les grandes économies dans la crise: défis structurels à long terme, désordres monétaires à court terme, sous la direction de Catherine Blum-Girardeau. pp. 75-91.

30 https://www.lemonde.fr/economie/article/2014/02/28/14-18-creuset-de-l-industrie-francaise_4375460_3234.html

D’ailleurs, loin de se limiter à un renforcement de ces deux dynamiques, la guerre, aussi bien la première que la deuxième, a été le creuset du capitalisme d’État. C’est désormais un acquis de l’historiographie bourgeoise, comme en témoignent les travaux de Bruno Valat sur la Grande guerre et l’État social[31], ceux d’Éric Bosserelle sur le rôle de la Seconde Guerre mondiale dans la mise en place de l’État-providence français[32] ou ceux d’Arthur Marwick qui montrent que « les deux guerres totales du XXe siècle ont représenté des étapes importantes dans la genèse du *Welfare state »*[33].

En outre, le capitalisme d’État « keynésiano-fordiste », *dixit* le camarade C.Mcl, s’appuie également sur un véritable complexe « militaro-industriel », pour reprendre la formule hautement évocatrice du président Eisenhower. Pendant toute la période de croissance post-Seconde Guerre mondiale, les dépenses d’armement, sans être au niveau d’une véritable économie de guerre, se maintiennent cependant à un niveau relativement élevé, confirmant à nouveau la thèse de Luxemburg du militarisme comme champ d’accumulation du capital (cf graphe suivant).

Source : https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/thumb/3/38/D%C3%A9penses_de_d%C3%A9fense_des_%C3%89tats-Unis_en_%25_du_PIB.png/770px-D%C3%A9penses_de_d%C3%A9fense_des_%C3%89tats-Unis_en_%25_du_PIB.png

Comme l'explique Éric Bosserelle, « *il n’est pas excessif d’affirmer qu’au cours de la période « d’âge d’or », une partie du monde occidental a vécu en situation d’économie militarisée, puisque dans de nombreux pays, la part des dépenses militaires dans la richesse nationale s’est établie et maintenue à des niveaux particulièrement élevés. Si, entre 1948 et 1952, les budgets de la défense des pays de l’Ouest ont été multipliés par deux, d’une manière plus générale, à l’échelle du monde capitaliste, la seconde moitié du XXe siècle se caractérise par un niveau exceptionnellement élevé des dépenses militaires* »[34]. (cf tableau suivant)

États-Unis	44 %
France	19 %
Royaume-Uni	17 %
Allemagne (RFA)	16 %

Part des dépenses militaires dans la dépense publique de quelques grands pays capitalistes au cours des années 1960

31 Valat, Bruno. « La Grande Guerre et l’État social : note sur quelques temporalités historiques, 1880-1945 ». La rupture ? La Grande Guerre, l’Europe et le XXe siècle, édité par Pierre-Cyrille Hautcoeur et al., Institut de la gestion publique et du développement économique, 2021.

32 Bosserelle, É. (2008) . Guerres, transformation du capitalisme et croissance économique. L'Homme & la Société, n° 170-171(4), 219-250.

33 Arthur Marwick, War and social change in the 20th century, London, Mac Millan, 1974.

34 Bosserelle, É. (2008) . Guerres, transformation du capitalisme et croissance économique. L'Homme & la Société, n° 170-171(4), 219-250.

Source : Bosserelle, Éric. « Guerres, transformation du capitalisme et croissance économique ». *L'Homme & la Société*, 2008/4 n° 170-171, 2008. p.219-250.

Enfin, l'économie de guerre transmet non seulement au capitalisme les progrès technologiques et scientifiques obtenus dans le cadre de l'industrie militaire, mais également les infrastructures et implantations industrielles initialement destinées à la production d'armements. Ces industries ont pu être reconverties, moyennant une crise passagère liée à la sortie de guerre, en moyens de production « pacifiques ».

En résumé, la destruction d'équipements, d'installations, de moyens de transport, la reconversion de l'industrie d'armement à haute composition technologique, et le niveau sans précédent atteint par la concentration du capital, trois facteurs résultant **directement** de la guerre mondiale, se sont associés pour produire ce miracle économique connu sous le nom de « Trente glorieuses ». Si l'on ajoute à ces dynamiques l'accroissement de la force de travail, permis par l'immigration d'une importante main d'œuvre étrangère et l'exode rural (en France, « 90 000 personnes migrèrent en moyenne chaque années des campagnes vers les villes »[35]), ainsi que le plan Marshall qui exporta de très importants capitaux des États-Unis vers les pays européens, alors on dispose de tous les éléments pour comprendre l'ouverture de ce nouveau cycle d'accumulation permis par la guerre mondiale.

Crise, famines, guerres et Moloch capitaliste

En conclusion de son article, le camarade C.Mcl me prend à partie. Il me semble donc nécessaire de reproduire l'argumentation originelle dans son intégralité, au lieu de l'insipide résumé qu'il en propose. Nous sommes tous d'accord pour affirmer qu'une crise économique aboutit à la dévalorisation (et donc potentiellement à la destruction car, si les deux phénomènes ne sont pas strictement identiques, notamment au niveau de leurs conséquences, ils répondent à la même nécessité) du capital constant mais **aussi** du capital variable (c'est-à-dire la marchandise force de travail). Pour passer de cette position à la position selon laquelle la guerre a, parmi ses fonctions, celle de détruire du capital variable, il suffit de démontrer l'identité de fonction entre crise et guerre.

La citation d'Engels de 1844 mobilisée par C.Mcl permet de démontrer que pour Marx et Engels, le capital détruit, selon les nécessités, la marchandise force de travail. Que ce génocide soit « économique » (famine) ou « militaire », dans les deux cas il aboutit à la disparition de la force de travail **excédentaire** relativement aux besoins du capital. La modalité de « destruction » (dans son sens propre comme dans son sens figuré) de la force de travail aboutit certes à des conséquences différenciées mais celle-ci découle d'une même logique économique : faire disparaître un surplus.

Dès lors, il importe de clarifier la question suivante : y a-t-il chez Marx-Engels la perspective d'un excédent de la force de travail ? Si oui, peut-il y avoir destruction par le capitalisme de cette force de travail excédentaire ? Si l'on répond oui à ces deux questions, alors, peu importe que cette destruction se fasse par exode rural, émigration, famine ou conflit militaire.

Commençons par battre en brèche le mauvais argument de C.Mcl sur l'absence d'analyse de la **guerre impérialiste** chez Marx ou Engels. Cette dernière étant constitutive d'une nouvelle période s'ouvrant après la mort de Marx, il n'y a en toute logique rien chez lui ou chez Engels qui permette d'élucider directement leur rôle économique. Cependant, l'analyse marxiste du capitalisme comme « faim de sur-travail » nous sera ici utile. Pour le démontrer, je laisse la parole à Bordiga : « *le cycle […] de l'impérialisme [a trouvé] dans la guerre sa solution inévitable et dans la* ***reconstruction de l'équipement séculaire que cette guerre a détruit*** *une issue provisoire à la crise suprême*. » (Bordiga, *Dialogue avec Staline*). Comment Bordiga l'explique-t-il ? « *Le capitalisme moderne qui*

35 « La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (III) » paru dans *Programme communiste* n°92 de novembre 1991

a besoin de consommateurs, parce qu'il lui faut toujours produire plus, a tout intérêt à rendre au plus vite inutilisable les produits du travail mort [le capital constant] : cela lui permet de se mettre à les remplacer par du travail vivant [le capital variable], le seul dont il « suce » du profit. Voilà pourquoi il saute de joie quand vient la guerre » (Bordiga, « Homicide des morts », *Espèce humaine et croûte terrestre*). **Crises** et **guerres** répondent à la même nécessité et aboutissent au même résultat, la seule différence étant une différence **d'intensité**. D'ailleurs, cette différence quantitative ne doit pas être surinterprétée, il ne faut pas oublier que lorsque Marx évoque la crise dans les *Grundrisse*, il parle d'une « *violente annihilation de capital* »! Les destructions d'ampleur ne sont donc pas réservées aux guerres.

En résumé, pour nous, crise et guerre trouvent tous deux leur origine dans l'impossibilité à poursuivre l'accumulation dans les conditions normales, quand l'accroissement de la masse du profit ne compense plus la baisse du taux. Dans ces conditions nouvelles, la masse du surtravail n'est plus en mesure de reproduire les conditions de rentabilité des investissements.

Dès lors, en détruisant le capital existant à grande échelle, **la crise comme la guerre**, jouent un rôle économique fondamental : la destruction de l'appareil productif existant permet, en remplaçant ce qui a été détruit, de donner une nouvelle expansion phénoménale à la production, et avec elle au profit, à la plus-value et au surtravail. Dans ce cadre, les conditions sont données pour une reprise du processus d'accumulation et le départ d'un nouveau cycle.

Toute cette argumentation ne contredit en rien le marxisme et notamment la thèse de Marx selon laquelle dans les sociétés fondées sur la valeur d'échange, tel le capitalisme, le surtravail devient l'objectif prioritaire. Marx dit que le capital a « faim de surtravail ». Or, la guerre offre un autre moyen de remédier à cette fin (en plus de la méthode traditionnelle consistant à accroître l'exploitation des travailleurs) : en détruisant le capital constant (travail mort), la guerre permet au capitalisme de réaliser une bonne affaire puisque cela permet de remplacer les produits dont on a toujours besoin par un nouveau travail vivant (le seul qui génère de la plus-value). Comme le résume Bordiga, « *la faim féroce de surtravail [traduction littérale du titre de Marx en allemand] est une faim de catastrophes et de ruines* » (Homicide des morts).

La guerre s'explique donc non seulement par la nécessité de remédier à la surproduction par la conquête de nouveaux marchés mais également par cette faim de surtravail qui est inhérente au mode de production capitaliste. Ce sont ces deux nécessités qui conduisent à ce que, indépendamment des choix des différents protagonistes, des millions de tonnes d'acier et de prolétaires soient détruites au cours de la guerre. C'est un sacrifice nécessaire pour que le Moloch capitaliste poursuive son chemin (et on retrouve ici la citation d'Engels affirmant que si nécessaire, le capitalisme pourra immoler des milliers de prolétaires et détruire la marchandise-force de travail). Il y a la nécessité d'immoler des millions de prolétaires pour que la destruction sur une échelle mondiale du capital constant réponde à la faim de surtravail du capital (ce que nous avons appelé l'homicide des morts). Cela s'explique par le fait que les dévalorisations traditionnelles lors des crises classiques, et même les catastrophes « naturelles » sont insuffisantes pour répondre à cette nécessité de la destruction du capital mort comme remède aux contradictions du capitalisme. Dit autrement, l'intensité de la destruction (de la simple dévalorisation à la destruction massive de capital constant par la guerre) dépend du niveau de croissance des forces productives et de l'aggravation des contradictions impérialistes (en dernière instance, la baisse tendancielle du taux de profit). Seule la guerre offre une réponse définitive (à l'échelle d'un cycle) à ces contradictions.

D'aucuns pourront s'étonner que nous mettions sur le même plan dévalorisation/destruction de capital constant (machines, infrastructures) et destruction de capital variable (prolétaires). Il est vrai que cette analyse, purement scientifique, pourra apparaître cynique aux yeux de certains lecteurs non-avertis. Pourtant, ce n'est que la froide réalité du système capitaliste. Voici d'ailleurs ce que

disait Marx après avoir repris une citation de Ricardo : « *Diminuez les frais de fabrication des chapeaux et leur prix finira par tomber à leur nouveau prix naturel, quoique la demande puisse doubler, tripler ou quadrupler. Diminuez les frais de l'entretien des hommes, en diminuant le prix naturel de la nourriture et des vêtements qui soutiennent la vie, et vous verrez les salaires finir par baisser, quoique la demande de bras ait pu s'accroître considérablement* . » ***Certes, le langage de Ricardo est on ne peut plus cynique***. ***Mettre sur la même ligne les frais de la fabrication des chapeaux et les frais de l'entretien de l'homme, c'est transformer l'homme en chapeau***. *Mais ne crions pas tant au cynisme.* ***Le cynisme est dans les choses et non dans les mots qui expriment les choses***. *Des écrivains français, tels que MM. Droz, Blanqui, Rossi et autres, se donnent l'innocente satisfaction de prouver leur supériorité sur les économistes anglais, en cherchant à observer l'étiquette d'un langage " humanitaire "; **s'ils reprochent à Ricardo et à son école leur langage cynique, c'est qu'ils sont vexés de voir exposer les rapports économiques dans toute leur crudité, de voir trahis les mystères de la bourgeoisie***. » (*Misère de la philosophie*, I : Une découverte scientifique. 2 : La valeur constituée ou la valeur synthétique)

Il est de notre devoir de révolutionnaires d'affirmer la thèse suivante : oui, la guerre est bénéfique au capital global (ce n'est pas nécessairement vrai pour chaque capital national) et elle est hautement néfaste pour le prolétariat. Si nous insistons tant dans notre propagande sur cette destruction par la guerre des marchandises excédentaires (dont la marchandise « prolétaire »), c'est précisément pour faire prendre conscience au prolétariat qu'il est plus que temps de détruire ce mode de production pourrissant. Les révolutionnaires ne sont présents ni au comptoir des cafés, ni dans les brumes éthérées de la « science pour la science », ils luttent quotidiennement aux côtés du prolétariat pour hâter la destruction d'un mode de production qui n'a plus rien à apporter, en d'autres termes, un mode de production devenu décadent.

La véritable perspective marxiste sur la décadence

Non content de « bouleverser la science » marxiste sur la question des guerres, voilà que le camarade C.Mcl, jamais rassasié, s'attaque à l'interprétation classique de la décadence du capitalisme. Il nous force une fois encore à restaurer la véritable analyse marxiste contre tous les modernismes (qui paradoxalement ne font que répéter les vieilles mêmes erreurs pluriséculaires).

C.Mcl interprète la décadence du capitalisme de façon étroitement économiciste. Il suffit de jeter un coup d'œil à l'article « Un capitalisme obsolescent dès 1914 ? » pour s'en convaincre. « Arrière marxistes traditionnels de pacotille qui vous contentez d'étudier le capitalisme dans ses évolutions historiques, laissez place au seul véritable marxisme, le marxisme révisionniste et économiciste qui vous démontrera à coup de PIB, d'espérance de vie, de taille médiane, de croissance démographique et de taux de mortalité, que le capitalisme n'est pas décadent en 1914 mais seulement depuis la fin du XXe siècle ! »

Commençons par rappeler qu'aucune preuve empirique ne permettra de mettre en évidence un déclin prolongé des forces productives. En effet, cela est impossible car le capitalisme se distingue de tous les modes de production antérieurs par une caractéristique fondamentale : il ne cesse jamais de révolutionner les rapports de production. C'est notamment ce qu'affirme Marx dans le Manifeste du Parti communiste : « *La bourgeoisie ne peut exister sans **révolutionner constamment les instruments de production**, ce qui veut dire les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux. […] Ce **bouleversement continuel de la production**, ce constant ébranlement de tout le système social, cette agitation et cette insécurité perpétuelles **distinguent l'époque bourgeoise** de toutes les précédentes.* » Il n'existe pas de crise finale. Le capitalisme, par son caractère cyclique, connaît successivement des périodes de prospérité suivies de périodes de crises, potentiellement éternelles tant que le prolétariat ne renversera pas la bourgeoisie par la révolution sociale, c'est-à-dire la prise du pouvoir politique, suivie d'une destruction radicale de la structure

économique capitaliste : « *Les contradictions capitalistes provoqueront des explosions, des cataclysmes et des crises au cours desquels les arrêts momentanés de travail et la destruction d'une grande partie des capitaux ramèneront, par la violence, le capitalisme à un niveau d'où il pourra* ***reprendre son cours****. Les contradictions créent des explosions, des crises au cours desquelles tout travail s'arrête pour un temps tandis qu'une partie importante du capital est détruite,* ***ramenant le capital par la force à un point où, sans se suicider, il est à même d'employer de nouveau pleinement sa capacité productive****. Cependant ces catastrophes qui le régénèrent régulièrement, se répètent à une échelle toujours plus vaste, et elles finiront par provoquer* ***son renversement violent*** » (Karl Marx, *Grundrisse*, Éditions 10/18, Tome IV, p. 17-18).

Lénine ne dit pas autre chose : « *Alors, il devient évident que nous sommes en présence d'une socialisation de la production et non point d'un simple "entrelacement", et que les rapports relevant de l'économie privée et de la propriété privée forment une enveloppe qui est sans commune mesure avec son contenu, qui doit nécessairement entrer en putréfaction, si l'on cherche à en retarder artificiellement l'élimination, qui peut* ***continuer à pourrir pendant un laps de temps relativement long*** *(dans le pire des cas, si l'abcès opportuniste tarde à percer), mais qui n'en sera pas moins* ***inéluctablement éliminée****.* » (Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916).

C'est dans le passage suivant que Marx expose sous une forme synthétique sa conception de la décadence : « *À un certain stade de leur développement,* ***les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants****, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure*. » (Karl Marx, « Préface », Introduction à la critique de l'économie politique, 1859). Mais tous ceux qui souhaitent donner une interprétation bassement économiste de cette thèse oublient que Marx lui-même, dès la rédaction du *Manifeste*, a proposé sa propre cause économique de la décadence. La plus grande clarté s'imposant sur ces questions, nous la donnerons dans son intégralité : « *Les conditions bourgeoises de production et d'échange, le régime bourgeois de la propriété, la société bourgeoise moderne, qui a fait surgir de si puissants moyens de production et d'échange, ressemblent au magicien qui ne sait plus dominer les puissances infernales qu'il a évoquées. Depuis des dizaines d'années, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est autre chose que* ***l'histoire de la révolte des forces productives modernes contre les rapports modernes de production****, contre le régime de propriété qui conditionnent l'existence de la bourgeoisie et sa domination.* ***Il suffit de mentionner les crises commerciales*** *qui, par leur retour périodique, menacent de plus en plus l'existence de la société bourgeoise. Chaque crise détruit régulièrement non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives déjà existantes elles-mêmes. Une épidémie qui, à toute autre époque, eût semblé une absurdité, s'abat sur la société, - l'épidémie de la surproduction. La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui ont coupé tous ses moyens de subsistance; l'industrie et le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce.* ***Les forces productives dont elle dispose ne favorisent plus le régime de la propriété bourgeoise****; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour ce régime qui alors leur fait obstacle; et toutes les fois que les forces productives sociales triomphent de cet obstacle, elles précipitent dans le désordre la société bourgeoise tout entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise.* ***Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein****. - Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté, en détruisant par la violence une masse de forces productives; de l'autre, en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens. A quoi cela aboutit-il ? A préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir. Les armes dont la bourgeoisie s'est servie pour abattre la*

féodalité se retournent aujourd'hui contre la bourgeoisie elle-même ». (Karl Marx, *Manifeste du Parti communiste*, 1847). Le camarade C.Mcl est bien obligé de reconnaître que Marx a identifié crise et décadence. Mais, pour maintenir son chancelant édifice, le voilà contraint à avoir recours à la pire mauvaise foi. On nous apprend que Marx était un mauvais économiste en 1848 et que, dès lors, tout ce qui a été écrit avant ses études approfondies au British Museum doit finir dans les poubelles de l'histoire. Manque de chance, le vieil Engels, que l'on ne peut pas qualifier de novice en économie nous donne exactement la même cause près de quarante ans plus tard. C'est en effet le programme d'Erfurt de la social-démocratie allemande qui, nonobstant ses limites évidentes, écrit que : « *L'abîme qui sépare les possédants et les non-possédants est encore élargi par* ***les crises*** *qui ont leur principe dans l'essence du mode de production capitaliste, crises qui deviennent toujours plus étendues et plus dévastatrices, qui font de l'insécurité générale l'état normal de la société et* ***fournissent la preuve que les forces productives de la société actuelle ont trop grandi pour cette société****, que la propriété privée des moyens de production est devenue inconciliable avec un sage emploi et avec le plein développement de ces moyens de production* » (Programme d'Erfurt, 1891). Or, dans sa critique, Engels, qui dénonce pourtant certaines formulations théoriques, ne trouve rien à redire à ce passage du programme, preuve évidente de sa validité.

Ainsi, à lire à la lettre les classiques du marxisme, on serait forcé de reconnaître que le capitalisme est en crise depuis le début du XIXe siècle. Fidèles à l'esprit du marxisme, nous préférons, plutôt qu'isoler une cause unique (ou trois causes choisies arbitrairement parmi les **multiples** formulations choisies par Marx du rôle historique du capitalisme comme le fait le camarade C.Mcl ce qui revient au même), analyser le capitalisme dans sa **trajectoire historique**. Selon Marx, **la** mission historique du capitalisme est de développer les forces productives, c'est-à dire de leur donner une intensité telle qu'il a la potentialité de faire disparaître la pénurie. Nous insistons sur le singulier pour éviter de tomber dans le même piège que le camarade C.Mcl car ou bien, nous choisissons la formule la plus synthétique de Marx sur la mission historique du capitalisme, ou bien nous perdons notre temps à identifier toutes les occurrences sur les missions du capitalisme et nous aboutissons à plusieurs dizaines de formulations différentes. Or, si la forme diffère, l'essence demeure. Le capitalisme apparaît donc comme le premier mode de production à pouvoir réaliser cette tâche et c'est précisément cette mission qui fait du mode de production capitaliste une étape nécessaire pour que le communisme supérieur puisse s'établir. (*Le développement des forces productives du travail social, voilà* ***la mission historique et la raison d'être du capital****, c'est par là qu'inconsciemment il crée les conditions matérielles d'une forme plus élevée de production*, Karl Marx, *Le Capital*, Livre III, Section III, Chapitre X Le développement des contradictions immanentes de la loi.) C'est lorsque le capitalisme ne répond plus à ces nécessités historiques qu'il entre en décadence. Mais comment savoir que sa mission est belle et bien remplie ? Un faisceau de preuves démontre que cette étape a été franchie au tournant des XIXe et XXe siècles. C'est tout d'abord la constitution d'un marché mondial, ainsi que le dit Marx dans le Manifeste : « *Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux, la bourgeoisie* ***envahit le globe entier****. Il lui faut* ***s'implanter partout****, exploiter partout, établir partout des relations*. ». (Karl Marx, Manifeste du Parti communiste). Or, cette étape est définitivement atteinte au début du XXe siècle avec la fin du partage du monde, cause historique de la Première Guerre mondiale, manifestation extrême de la perte de légitimité du capitalisme. De nombreux passages démontrent que les marxistes qui furent contemporains de cette période faisaient de ce critère un élément déterminant. Commençons par Lénine qui affirme « *Comme il n'y a plus, en Asie et en Amérique, de* ***territoires inoccupés****, c'est-à-dire n'appartenant à aucun État, il faut […] dire que le trait caractéristique de la période envisagée, c'est le* ***partage définitif du globe****, définitif non en ce sens qu'un nouveau partage est impossible - de nouveaux partages étant au contraire possibles et inévitables, - mais en ce sens que* ***la politique coloniale des pays capitalistes en a terminé avec la conquête des territoires inoccupés de notre planète****.* ***Pour la première fois, le monde se trouve entièrement partagé****, si bien qu'à l'avenir il ne pourra uniquement être question de nouveaux partages, c'est-à-dire du passage d'un "possesseur" à un autre, et* ***non de la "prise de possession" de territoires sans maître****.* » (Lénine,

L'impérialisme stade suprême du capitalisme, 1916). C'est également le cas de Pannekoek qui écrit : « *seul l'impérialisme crée les conditions pour une victoire du prolétariat, pour la réalisation du socialisme* » (Anton Pannekoek, L'impérialisme et les tâches du prolétariat, 1916). Ou encore, plus tardivement, « *Ce n'est* ***pas*** *à cause de l'écroulement économique du capitalisme, mais à cause du* ***monstrueux déploiement des sa puissance****, de son* ***extension à toute la terre****, de l'exacerbation en lui des oppositions politiques, du renforcement violent de sa force interne, que le prolétariat doit passer à l'action de masse, déployer la force de toute la classe*. » (Anton Pannekoek, La théorie de l'écroulement du capitalisme, 1934). Il importe donc de ne pas se laisser berner par le tour de passe-passe du camarade C.Mcl qui commence par dire, à raison, que Marx attribue comme fonction au capitalisme la constitution d'un marché mondial avant de transformer ensuite cette condition en celle d'un développement capitaliste de toutes les régions du monde. Cette identification est propre à un groupe comme le CCI et elle est donc légitimement rejetée par le PCI qui est bien conscient qu'en 1914, il y avait encore un formidable développement possible du capitalisme en Asie et en Afrique, développement qui ne nie en rien l'entrée dans l'ère impérialiste et partant, la nécessité pour le prolétariat révolutionnaire d'élaborer une stratégie de lutte **mondiale** contre le capitalisme.

Un autre facteur fondamental mis de côté par les tenants d'une explication économiciste de la décadence, et qui figure pourtant dans la célèbre préface de Marx est le suivant : « *De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves.* ***Alors s'ouvre une époque de révolution sociale***. » (Karl Marx, « Préface », *Introduction à la critique de l'économie politique*, 1859). Engels avait coutume de dire : « *The proof of the pudding is in the eating* ». (la preuve que le pudding existe, c'est qu'on le mange). On pourrait retourner la formule en disant : « la preuve que la décadence existe est que son produit, la révolution sociale, existe ». Certes, un idéaliste pourrait nous rétorquer que la révolution peut avoir lieu à plusieurs moments sans aucun rapport avec cette nécessité historique. Mais, nous, matérialistes historiques, répondrons à la suite de Marx qu'« *une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours, que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir* » (Karl Marx, « Préface », *Introduction à la critique de l'économie politique*, 1859). Ainsi, le socialisme ne devient une possibilité à l'échelle mondiale que lorsque les forces productives ont atteint un degré de centralisation et de concentration suffisant (capitalisme trustifié des sociétés par action puis capitalisme d'État) pour que l'édification d'une société de transition vers le communisme puisse se faire.

La vague révolutionnaire de 1917-23 est la première manifestation de la maturité du prolétariat pour la prise du pouvoir et l'édification d'une société communiste. La Commune de Paris surgit à une époque où le socialisme n'était pas encore une possibilité. Comme l'explique Marx à Nieuwenhuis, sa tâche était de raccourcir le délai vers la possibilité du socialisme et de limiter les souffrances des travailleurs en produisant un capitalisme contrôlé par les travailleurs : « ***La majorité de la Commune n'était pas socialiste et ne pouvait pas l'être***. *Avec un tout petit peu de bon sens, elle eût pu cependant obtenir de Versailles un* ***compromis favorable à la masse du peuple****, ce qui était la* ***seule chose possible*** *alors*. » (Lettre de Karl Marx à Ferdinand Domela Nieuwenhuis, 22 février 1881). Les réformes de la Commune, de l'école gratuite aux prémices autogestionnaires en passant par la séparation de l'Église et de l'État, démontrent toutes que ses tâches, plutôt inconscientes que conscientes, étaient de mener la révolution bourgeoise à son terme tout en préparant le terrain pour une révolution socialiste à moyen terme. C'est ainsi que la formule de Bordiga d'une révolution double nous semble parfaitement appropriée pour ce contre-exemple que nos adversaires ne manqueront pas de mobiliser contre nous.

En résumé, nous avons au début du XXe siècle :
*le partage définitif du globe ;
*un capitalisme concentré et centralisé qui, pour reprendre Engels dans l'Anti-Dühring n'a plus qu'à être renversé : « *Mais, arrivé à ce comble, [le rapport capitaliste] se renverse. La propriété d'État sur les forces productives n'est pas la solution du conflit, mais elle renferme en elle le moyen formel, la façon d'accrocher la solution*. » (Friedrich Engels, *l'Anti-Dühring*, 1878). Nous avons ici une autre illustration partielle de la contradiction entre forces productives et rapports de production : la contradiction entre la socialisation de la production (forces productives) et le caractère privé de la répartition (rapport de productions). Ainsi, Marx écrit : « ***Le monopole du capital devient une entrave*** *pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et sous ses auspices.* ***La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels*** *arrivent à un point où* ***elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste***. » (Karl Marx, Le Capital, livre I, Huitième section, chapitre XXXII).
*Nous avons également une succession de crises et de guerres, ces dernières envisagées comme manifestations **à la puissance 2** des crises de surproduction. Si ces dernières n'étaient que le signe d'un développement heurté au cours du XIXe siècle, elles sont devenues à partir du tournant du siècle, la manifestation du fait que le capitalisme a mis fin à sa mission historique et ne se survit que par la destruction périodique sur une échelle **planétaire** des forces productives existantes. Ou, comme le résume Bordiga, « *Les* ***guerres impérialistes mondiales*** *démontrent que la* ***crise de désagrégation du capitalisme*** *est inévitable du fait que celui-ci est entré* ***définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes***. *Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les États bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés*. » (Thèses caractéristiques du parti, 1951). Notons au passage que pour Bordiga, la désagrégation du capitalisme est bien constitutive de toute une ère historique. Ceci pour battre en brèche un énième très mauvais argument du camarade C.Mcl selon laquelle nous envisagerions la décadence non pas comme une ère historique mais comme un simple cycle décennal.
*Nous avons enfin un prolétariat désormais en mesure de renverser le capitalisme pour construire une économie socialiste unifiée.

C'est précisément cette contradiction entre un capitalisme qui n'a plus rien à offrir de progressiste à l'humanité et le retard du prolétariat dans l'édification du socialisme qui constitue cette période de décadence. C'est ce que dit magistralement Rosa Luxemburg dans l'introduction à la Brochure de Junius et que nous citons ici en guise de conclusion : *Friedrich Engels a dit un jour : « La société bourgeoise est placée devant un dilemme : ou bien passage au socialisme ou rechute dans la barbarie. » Mais que signifie donc une « rechute dans la barbarie » au degré de civilisation que nous connaissons en Europe aujourd'hui ? Jusqu'ici nous avons lu ces paroles sans y réfléchir et nous les avons répétées sans en pressentir la terrible gravité. Jetons un coup d'œil autour de nous en ce moment même, et nous comprendrons ce que signifie une rechute de la société bourgeoise dans la barbarie. Le triomphe de l'impérialisme aboutit à l'anéantissement de la civilisation - sporadiquement pendant la durée d'une guerre moderne et définitivement si la période des guerres mondiales qui débute maintenant devait se poursuivre sans entraves jusque dans ses dernières conséquences. C'est exactement ce que Friedrich Engels avait prédit, une génération avant nous, voici quarante ans. Nous sommes placés aujourd'hui devant ce choix : ou bien triomphe de l'impérialisme et décadence de toute civilisation, avec pour conséquences, comme dans la Rome*

antique, le dépeuplement, la désolation, la dégénérescence, un grand cimetière ; ou bien victoire du socialisme, c'est-à-dire de la lutte consciente du prolétariat international contre l'impérialisme et contre sa méthode d'action : la guerre. C'est là un dilemme de l'histoire du monde, un ou bien - ou bien encore indécis dont les plateaux balancent devant la décision du prolétariat conscient. Le prolétariat doit jeter résolument dans la balance le glaive de son combat révolutionnaire : l'avenir de la civilisation et de l'humanité en dépendent. Au cours de cette guerre, l'impérialisme a remporté la victoire. En faisant peser de tout son poids le glaive sanglant de l'assassinat des peuples, il a fait pencher la balance du côté de l'abîme, de la désolation et de la honte. Tout ce fardeau de honte et de désolation ne sera contrebalancé que si, au milieu de la guerre, nous savons retirer de la guerre la leçon qu'elle contient, si le prolétariat parvient à se ressaisir et s'il cesse de jouer le rôle d'un esclave manipulé par les classes dirigeantes pour devenir le maître de son propre destin. (Rosa Luxemburg, La crise de la social-démocratie, 1915)."

Une précision sur Bordiga et la décadence

Pour éviter les polémiques inutiles, la première chose à faire consiste à étudier dans le détail la présentation de Bordiga à la réunion de Rome de 1951. Plusieurs passages offrent en effet un éclairage complémentaire à la phrase choisie et surinterprétée par C.Mcl dans son article. Concernant d'abord le mode de production capitaliste, on y lit la phrase suivante : « *Marx n'a pas escompté une montée et ensuite un déclin du capitalisme, mais au contraire* ***l'exaltation dialectique de la masse des forces productives*** *que le capitalisme contrôle, leur* ***accumulation*** *et leur* ***concentration*** *illimitée et, en même temps, la réaction antagonique des forces dominées représentées par la classe prolétarienne*. » (Dans *Invariance* n°4). Pour Bordiga, si on adopte un point de vue économiciste, il n'y a aucune décadence. Au contraire, il faut envisager la notion de décadence au niveau historique, c'est-à-dire déterminer à partir de quand un mode de production plus efficace sur le plan économique devient une possibilité immédiate. En ce qui concerne le socialisme, c'est à partir du début du XXe siècle. En effet, le capitalisme ayant socialisé la production (monopoles, trusts puis très rapidement, capitalisme d'État) et ayant, par ailleurs, pris possession de l'ensemble du globe, il a mis fin à sa mission historique. Seul le socialisme est désormais en mesure de donner un nouvel élan aux forces productives, non plus sur le plan quantitatif (au contraire, il faudrait plutôt réduire la masse de produits existants), mais bien sur un plan qualitatif.

La courbe de Bordiga ne concerne que la masse des forces productives. C'est ce que confirme un autre passage : « *Il est à peine besoin de noter que le* ***sens général ascendant de la courbe*** *ne prétend pas se rattacher à des visions idéalistes sur le progrès indéfini de l'humanité, mais à une* ***donnée historique****:* ***l'accroissement continu et gigantesque de la masse matérielle des forces productives*** *dans la succession des grandes crises historiques révolutionnaires*. » Cela signifie que, pour Bordiga, depuis au moins l'époque féodale, on assiste, indépendamment des **entraves** des rapports de production dépassés, à un essor constant et impressionnant de la production.

La **vraie** question qu'il s'agit de poser est la suivante : comment Bordiga envisage-t-il la relation dialectique entre forces de production et rapports de production lorsque ces derniers deviennent une entrave ? Considère-t-il que cette entrave aboutit à une chute des forces productives ? **En aucun cas**, car il voit déjà à la fin d'un mode de production, l'émergence d'un nouveau mode de production. C'est ce que montre la citation suivante : « *À partir du XVe siècle, les citoyens des villes sont devenus plus essentiels à la société que la noblesse féodale. Les besoins de la noblesse elle-même s'étaient accrus et avaient changé à tel point que même pour elle, les villes étaient devenues essentielles. (...)* ***Un certain commerce mondial s'était développé****. Alors que* ***la noblesse devenait de plus en plus inutile*** *et* ***perturbait toujours plus l'évolution****, les* ***bourgeois des villes****, quant à eux, devenaient la classe qui* ***personnifiait la progression de la production et du commerce****, ainsi que des institutions sociales et politiques. (...) Ses rapports avec la campagne apparaissent de façon*

caractéristique, c'est-à-dire dirigés vers la campagne, avec les droits d'accises et autres appropriés aux portes des villes (« octrois » : péages urbains) et les impôts indirects en général. » (« La succession des formes de production et de société dans la théorie marxiste » (1957), in « *Fil du Temps* » N° 9, 1972). En d'autres termes, la révolution bourgeoisie ne fait pas suite à la décadence des forces productives dans le féodalisme mais à la **contradiction ressentie sans cesse plus profondément entre une nouvelle classe révolutionnaire qui ne cesse de grandir et une classe décadente dont les rapports sociaux féodaux qu'elle personnifie empêchent cette croissance des forces productives d'évoluer à son rythme réel**.

Si on applique la méthode de Bordiga à la décadence de Rome, qu'obtenons-nous ? Le servage est-il déjà en développement pendant que l'économie esclavagiste décline ? À ma connaissance, oui. Car à la fin de l'empire romain, on observe une modification du statut du colon. Celui-ci est lié juridiquement à la terre qu'il exploite et au propriétaire terrien. La décadence évoquée par Marx, à savoir « *Les derniers siècles de l'Empire romain en déclin et la conquête des barbares eux-mêmes anéantirent une masse de forces productives : l'agriculture avait décliné, l'industrie était tombée en décadence par manque de débouchés, le commerce était en sommeil ou interrompu par la violence, la population, tant rurale qu'urbaine, avait diminué*. » (Éditions Sociales 1982 : 74-75), pousse les grands propriétaires à se retirer dans leurs *villae*, leurs grands domaines. Esclaves et paysans viennent trouver refuge sur ces domaines où le propriétaire leur alloue un lot de terre qu'ils peuvent cultiver en échange d'un sur-travail au bénéfice du propriétaire (que celui-ci prenne la forme d'une part de la récolte ou de la corvée). Ce statut est hérité par les enfants, formant donc les germes du rapport social féodal. C'est ce mode de production émergent qui développe les forces productives tandis que dans le même temps le mode de production esclavagiste produit les résultats évoqués par Marx dans le passage cité.

En définitive, la crise révolutionnaire ne fait pas suite à un déclin continu des forces productives, une sorte de crise finale du capitalisme où il suffirait aux révolutionnaires d'attendre que le capitalisme s'écroule de lui-même pour prendre le pouvoir, mais bien à une crise **catastrophique** (une crise, une guerre ou une révolution), produit des contradictions toujours plus profondes entre le niveau des moyens de production et le caractère profondément réactionnaire des rapports de production capitalistes. La chute brutale de la courbe se résume au phénomène de destruction des forces productives dans le cadre de l'épisode, historiquement circonscrit, de guerre civile révolutionnaire. Bordiga s'inspire ici explicitement du précédent de la révolution russe avec ses destructions massives de forces productives du fait de la lutte violente entre classes antagoniques, ce que Boukharine qualifiait de « *faux-frais de la révolution* », nécessitant une « *accumulation primitive socialiste* ». Lénine dénonçait cette mauvaise terminologie confusionniste (« *extrêmement mal choisi, on dirait des enfants jouant à copier les termes employés par les adultes* ») mais il n'en demeure pas moins que la révolution doit nécessairement, immédiatement après la période de guerre civile, **restaurer** le processus de production.

D'ailleurs, la perspective de Bordiga est en tout point comparable à celle de Boukharine dans *L'économie de la période de transition* où celui-ci écrit *: « Et **l'expérience de toutes les révolutions**, qui jouèrent un rôle positif important précisément du point de vue du développement des forces productives, prouve que **ce développement fut réalisé au prix de leur gaspillage et de leur destruction. Il ne peut en être autrement s'il s'agit de révolution**. Car au cours de la révolution « l'enveloppe » des rapports de production, c'est-à-dire l'appareil humain de travail « explose », **ce qui signifie et ne peut pas ne pas signifier une perturbation du processus de reproduction, et par suite une destruction des forces productives**.* » (Nikolaï Boukharine, *L'économie de la période de transition*) C'est assez évident pour la révolution russe mais on peut reprendre les exemples donnés par Boukharine : *Les **destructions produites par la guerre civile en Amérique**, qui donna une énorme impulsion au développement du capitalisme, sont bien connues. On connaît la **ruine, à l'époque de la Révolution française**, qui a entraîné le développement des*

forces productives vers une période de profond déclin. Il est aussi connu que les ***Jacobins français****, qui constituaient l'un des facteurs les plus actifs du mouvement révolutionnaire* ***furent précisément accusés des mêmes crimes dont on inculpe aujourd'hui les communistes****. On trouve dans le procès de Charlotte CORDAY, l'assassin de MARAT, les passages suivants : « Quels mobiles ont pu vous pousser à décider un geste aussi atroce ? - Ses crimes. - Quels crimes lui imputez-vous ? -* ***La misère de la France et la guerre civile qu'il a répandue dans tout le pays****.* » (*idem*).

On voit donc que dans sa polémique, et dans son effort de confronter Marx et Bordiga, C.Mcl manque complètement son but car il mélange deux sujets différents. Tout comme le CCI en son temps, il ne comprend pas le schéma de Bordiga et lui fait dire ce qu'il ne dit pas. Or, si on s'intéresse à l'analyse historique de Bordiga du passage d'un mode de production à un autre, on retrouve **exactement** les idées et les formules de Marx. Voici un petit florilège de citations sur le passage du féodalisme au capitalisme :

« La lutte ***séculaire*** *de la bourgeoisie* ***dans le domaine économique*** *et ses efforts pour déloger les classes féodales et théocratiques de leur position-clef dans le gouvernement de l'état, ce* ***formidable heurt d'intérêts*** *qui aboutit finalement à la révolution armée et porta la bourgeoisie au pouvoir, a eu son reflet dans une lutte parallèle d'idées et de théories. »* (Amadeo Bordiga, *Le cycle de la domination politique bourgeoise*).

Autre citation : « *Dans le domaine politique, la bourgeoisie livra un assaut révolutionnaire à l'État féodal et se servit du pouvoir conquis pour* ***briser toutes les entraves au développement des forces de production dont elle était elle-même l'expression****.* » *(idem*).

Ou encore : « *La révolution bourgeoise naît de ce contraste : c'est une guerre sociale déclenchée et conduite par les capitalistes pour se libérer de leur dépendance à l'égard des vieilles classes dominantes; pour* ***libérer les forces de production des vieux interdits****, et la masse des artisans et des petits possédants à la fois de la servitude et des interdits : pour qu'ils puissent devenir des salariés, il faut, en effet, qu'ils soient rendus libres de porter leur force de travail sur le marché*. » (Amadeo Bordiga, *Le cycle historique de l'économie capitaliste*).

Toutes ces citations témoignent de **l'accord fondamental** entre Marx et Bordiga sur la question du passage d'un mode de production à un autre. Si Bordiga, contrairement à Marx, s'est refusé à employer explicitement la notion de « décadence », c'est pour éviter la confusion avec tous les décadentistes de service (dont C.Mcl) qui insistent sur le déclin continu des forces productives, alors qu'au contraire le capitalisme se caractérise par un **développement inégalé** des forces productives.

***

Pour terminer ce déjà trop long courrier de lecteur, nous nous contenterons de paraphraser Engels dans sa terrible critique de M. Dühring : « *maintenant il nous est permis [...] de résumer notre jugement d'ensemble sur M. Dühring [C.Mcl] par ces mots :* ***irresponsabilité due à la folie des grandeurs****.* » (Friedrich Engels, *L'Anti-Dühring, op. cit.*).

Monbars